

**Projet de conservation et d'amélioration des services écosystémiques de la Région
Atsinanana, à travers l'agroécologie et la promotion des énergies durable**

**** Projet Intégré Atsinanana (PIA) ****

RAPPORT D'EVALUATION A MI-PARCOURS

Antananarivo, le 15 Avril 2023

TABLE DES MATIERES

LISTE ACRONYMES.....	1
LISTE DES TABLEAUX	3
LISTE DES FIGURES.....	3
LISTE DES PHOTOS.....	3
RESUME	4
I. INTRODUCTION	6
1.1. Contexte et justification du projet PIA	6
1.2. Rappel des objectifs et de la structure du projet	6
1.3. Démarrage du projet et durée	9
II. OBJET DE L’EVALUATION A MI PARCOURS DU PROJET	9
2.1. Objectif de l’évaluation	9
2.2. Méthodologie adoptée pour l’évaluation	10
2.2.1. Elaboration d’une matrice d’évaluation sur la base des principes OCDE/CAD	10
2.2.2. Méthode de collecte des informations	12
2.2.3. Traitement et analyse des informations	13
2.2.4. Organisations.....	14
2.3. Limites de la démarche de l’évaluation.....	16
2.4. Structure du rapport de l’évaluation.....	16
III. RESULTATS DE L’EVALUATION SELON LES CRITERES DE L’OCDE / CAD	17
3.1. Pertinence.....	17
3.1.1. Par rapport aux problématiques et aux besoins de la population locale	17
3.1.2. Par rapport aux outils de planifications territoriales	18
3.1.3. Par rapport aux stratégies nationales politiques sectorielles du pays	20
3.1.4. Par rapport aux cadres du GEF et des Nations Unies	24
3.2. Cohérence.....	25
3.3. Efficacité	27
3.3.1. Rôle et responsabilité des différents acteurs & partenaires	27
3.3.2. Les objectifs et les résultats atteints par rapport aux prévus.....	29
3.3.3. Difficultés rencontrées et solutions adoptées par les acteurs.....	33
3.3.4. Qualification des communications.....	36

3.4.	Efficienne	37
3.4.1.	Estimation des coûts des interventions et des réalisations	37
3.4.2.	Appréciation sur le temps de travail par rapport à l'utilisation des ressources financières	38
3.4.3.	Les risques et leur prise en compte par le Projet	38
3.5.	Effets / impacts	39
3.5.1.	Appropriation des activités par les bénéficiaires	39
3.5.2.	Les effets des actions du projet PIA	41
3.6.	Durabilité / viabilité	41
3.6.1.	Transfert de compétences techniques aux CTD & STD	42
3.6.2.	Appréciation de la capitalisation, de la diffusion et de l'extension des pratiques	42
IV.	ANALYSE DES REALISATIONS A MI-PARCOURS DU PROJET PIA	43
4.1.	Niveau de mise en œuvre des activités	43
4.1.1.	Niveau de réalisation des activités de la composante 1	44
4.1.2.	Niveau de réalisation des activités de la composante 2	47
4.1.3.	Niveau de réalisation des activités de la composante 3	49
4.2.	Evaluation des indicateurs d'effets et d'objectifs	52
4.3.	Analyse FFOM	59
4.3.1.	Forces du projet PIA	59
4.3.2.	Faiblesses du projet PIA	60
4.3.3.	Des opportunités pour le déroulement et la suite du projet PIA	61
4.3.4.	Les facteurs menaçant le projet PIA	61
V.	CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS	62
5.1.	Conclusion	62
5.2.	Recommandations	63
5.2.1.	Recommandations pour la suite du projet	63
5.2.2.	Suivi de la mise en œuvre des recommandations	66
	REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES	I
	ANNEXES	II

LISTE ACRONYMES

AE : Agroécologie

AIDES : Appui aux Investissements Durables (Partenaire du Projet PIA)

ANAE : Association Nationale d'Actions Environnementales

AUE : Association des Usagers de l'Eau

BD / DB : Biodiversité / Diversité Biologique

CASEF : Projet de Croissance Agricole et Sécurité Foncière

CAZ : Corridor *Ankeniheny Zahamena*

CDB : Convention sur la Diversité Biologique

CEAS : Centre Ecologique Albert Schweitzer

CI : Conservation Internationale

CNRIT : Centre National de Recherche Industriel et Technologique

CO2 : Dioxyde de Carbone

CR : Commune Rurale

CSB II : Centre de Santé de Base, Niveau II

CTD : Collectivités territoriales Décentralisées

DPRIDD : Direction de la Promotion de la Recherche et de l'Intégration du Développement Durable

DRAE : Direction Régionale de l'Agriculture et de l'Elevage

DREDD : Direction Régionale de l'Environnement et du Développement Durable

FA : Foyer Amélioré

FAO : Food and Agricultural Organization

FEM : Fonds pour l'Environnement Mondial

GDT : Gestion Durable des Terres

GEF : Global Environment Facility

GES : Gaz à Effet de Serre

GHI : Global Hunger Index

MAEP : Ministère de l'Agriculture, de l'Elevage et de la Pêche

MBG : Missouri Botanical Garden

MEDD : Ministère de l'Environnement et du Développement Durable
 MFR : Maison de la Famille Rurale
 MNP : Madagascar National Park
 MO : Main d'Œuvre
 MOU : Memorandum Of Understanding
 NDT : Neutralité de la Dégradation des Terres
 NPE : Nouvelle Politique de l'Energie
 OCDE / CAD : Organisation de la Commission de Développement Européen / Comité d'Aide au Développement
 PANA : Plan d'Action National d'Adaptation
 PCD : Plan Communal de Développement
 PIA : Projet Intégré Atsinanana
 PNUE : Programme des Nations Unies pour l'Environnement
 PRD : Programme Régional de Développement
 SCDB : Stratégie de la conservation de la Diversité Biologique
 SCV : Système de Culture sous Couverture Végétale
 SNABE : Stratégie Nationale de l'Approvisionnement en Bois et Energie
 SNRPF : Stratégie Nationale de Restauration de Paysages Forestiers
 SRI / SRA : Système de Riziculture Inondé / Amélioré
 STD : Service Technique Déconcentré
 SWOT / FFOM: Strengths, Weaknesses, Opportunities and Threats / Forces, Faiblesses, Opportunités, Menaces
 UCP : Unité de Coordination du Projet
 UGP : Unité de Gestion du Projet
 USD : United State's Dollar
 VOI / COBA: Vondron'Olona Ifotony / Communautés de Base

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1 : Définitions des critères d'évaluation et les informations à collecter.....	12
Tableau 2 : Chronogramme de l'évaluation à mi-parcours	15
Tableau 3 : Pertinence du projet PIA par rapport aux outils de planifications territoriales.....	20
Tableau 4: Liste des projets et des acteurs / intervenants dans les zones du Projet PIA.....	26
Tableau 5 : Réalisations du projet PIA au moment de l'évaluation à mi-parcours.....	33
Tableau 6 : Difficultés rencontrées par les différents acteurs et les mesures prises	36
Tableau 7 : Répartition des coûts et des réalisations des différentes composantes du Projet PIA	37
Tableau 8 : Etat d'avancement des activités de la composante 1	46
Tableau 9 : Etat d'avancement des activités de la composante 2	48
Tableau 10 : Etat d'avancement des activités de la composante 3	52
Tableau 11 : Evaluation des indicateurs des résultats du projet PIA à mi-parcours (Avril 2023)	58

LISTE DES FIGURES

Figure 1 : Structure institutionnelle du projet PIA	8
Figure 2 : Critères d'évaluation révisés et actualisés (OCDE/CAD, 2020)	10

LISTE DES PHOTOS

Photo n° 1 : Centre de formation des artisans de FA à Brickaville (Mars 2023)	13
Photo n° 2 : Parcelle des plantations de Bambou, installée en Novembre 2022	40
Photo n° 3 : Des représentants des planteurs de Bambou	42

RESUME

La présente évaluation à mi-parcours rentre dans le cadre des activités de suivi du projet intégré de conservation et d'amélioration des services écosystémiques pour la région Atsinanana, abrégé Projet Intégré Atsinanana (PIA). Ce projet est développé et mis en œuvre par le Ministère de l'Environnement et du Développement Durable (MEDD), dont l'objet est de contribuer à la lutte contre la dégradation de la qualité des services écosystémiques à travers la vulgarisation de l'agroécologie, et la promotion des énergies durables. C'est un projet appuyé financièrement par le Fonds pour l'Environnement Mondial (FEM 6), et réalisé avec de l'accompagnement du PNUE. Les sites d'intervention se répartissent sur 5 Communes, toutes dans la Région Atsinanana, dont les communes d'Anjahamana, d'Anivorano-Est et de Brickaville (District de Brickaville) et les communes de Vatomandry et d'Ambalabe (District de Vatomandry). Ces sites ont été choisis pour représenter la forte pression induisant la dégradation des écosystèmes ainsi que ses services fournis dans la région. Les activités sont réparties en 3 composantes et mises par le MEDD avec d'autres partenaires. Le MEDD, à travers la DPRIDD et la DREDD Atsinanana, assure la mise en œuvre de la composante 1 ; l'ANAE sur la composante 2 ; la société AIDES sur la composante 3. L'Unité de Coordination du projet PIA est responsable de la composante transversale de suivi et de coordination.

Selon les critères de l'OCDE/CAD, recommandés par l'UCP pour la mise en œuvre de cette évaluation, le projet est pertinent dans son ensemble du fait que les actions réalisées correspondent aux besoins des acteurs bénéficiaires et contribuent également aux objectifs des outils de planification territoriale (PCD et PRD Atsinanana). Les activités définies dans le projet PIA contribuent à la réalisation des politiques /stratégies nationales des secteurs concernés (*Energie, agriculture, aménagement territoire, etc*). Entre autres, les réalisations sur le terrain ne rentrent pas en concurrence avec celles des autres acteurs dans les mêmes zones d'intervention. Les réalisations financières sont bien proportionnelles avec les réalisations techniques et opérationnelles. Par contre, en termes d'efficacité, les indicateurs des objectifs définis dans le cadre logique ne sont pas encore atteints à ce stade à mi-parcours, et les indicateurs prévus pour les réalisations à moyens termes sont atteints partiellement. Les objectifs du projet relatifs à la superficie des terres sous la gestion durable et la superficie des habitats de la biodiversité préservée ne sont pas encore mesurables à ce stade de mi-parcours, du fait que la plupart des activités sont en cours. Ainsi, les impacts des actions constatées sont plutôt des impacts « soft » avec moins d'impacts « hard ». Par contre, la durabilité est déjà prévisible grâce à la mobilisation et l'implication des STD et des CTD dès le démarrage du projet. Le niveau d'avancement des réalisations du projet PIA au stade de mi-parcours est estimé à 54% de l'ensemble des activités, avec des avancements respectifs de 63% pour la composante 1 ; de 42 % chacun pour la composante 2 et la composante 3 et de 69% pour la composante transversale de la coordination et de suivi.

Malgré des difficultés rencontrées par l'équipe du projet, les résultats susmentionnés montrent que l'avancement du projet est en bonne voie. Par contre, des mesures spécifiques sont à prendre en

compte afin de réduire les risques et leurs impacts négatifs. Des recommandations sont formulées à partir de l'analyse FFOM des résultats et de l'avancement du projet : La communication en interne du projet, notamment entre les partenaires de mise en œuvre est à améliorer, ainsi que celle entre l'UCP au niveau nationale et l'équipe de coordination régionale. L'UCP est incité à assurer la fluidité des échanges d'informations sur le déroulement des activités du projet avec et entre toutes les parties prenantes du projet. Ensuite, le processus de mise en place de la centrale à gazéification est à suivre de près, et à renforcer si c'est possible, afin qu'elle soit construite et opérationnelle avant la fin du projet. Cette centrale constitue le cœur des activités de la composante 3, et du projet lui-même, du fait que tous les travaux de plantation de bambou menées dans le cadre du projet sont destinés à l'approvisionnement en biomasse pour cette centrale. Et enfin, le suivi et l'accompagnement des activités de la composante 2 relatives à la gestion durable des terres sur les deux sites enclavés, Anjahamana et Ambalabe est également à renforcer, sachant que les deux sites sont trop éloignés l'un de l'autre, alors qu'un seul technicien s'occupe de l'encadrement des bénéficiaires sur le terrain.

INTRODUCTION

1.1. Contexte et justification du projet PIA

Madagascar est reconnue à l'échelle mondiale par ses richesses en écosystèmes riches en biodiversité, aussi bien en faune qu'en flore. Pourtant, cette richesse naturelle ne cesse d'être menacée de disparition à cause des activités anthropiques liées au besoin en énergie, en agriculture, en élevage. Toutes les activités de développement sectoriel dépendent des services fournis par ces écosystèmes.

Selon les études réalisées, la couverture forestière totale du pays a diminué de plus de 40% entre 1950-2000 (Harper et al, 2011) et de 4,3% supplémentaires entre 2000 et 2010 (FAO, 2010). La culture sur brûlis (tavy en termes locaux), l'exploitation forestière, la conversion des terres pour l'agriculture, le feu, le bois de chauffage et le surpâturage sont autant de sources majeures de déforestation et de dégradation à Madagascar. Comme l'agriculture est le pilier de l'économie rurale, l'un des principaux moteurs du défrichage des forêts est la demande de terres agricoles supplémentaires, principalement tirée par la croissance démographique et la baisse de la productivité des terres cultivées existantes.

Madagascar figure parmi les pays les plus pauvres d'Afrique Subsaharienne. En effet, selon l'estimation la plus récente si l'on se réfère aux données de la Banque Mondiale, le pourcentage de la population vivant sous le seuil de pauvreté (1,90 USD/jour en PPA de 2011) augmenterait de 74,3% à 77,4% entre 2019 et 2020. Ainsi, près de 1,38 millions de malagasy seraient tombés dans l'extrême pauvreté en une année seulement, ce qui s'explique en partie par la récession résultant de la pandémie du coronavirus.

En matière de sécurité alimentaire et nutritionnelle, Madagascar fait partie des trois pays, avec Tchad et Timor oriental, caractérisés par des niveaux élevés de faim au regard de l'indice de la faim dans le monde –Global Hunger Index- 2020. Bien que la faim y ait progressivement diminué sur les deux dernières décennies, avec un GHI qui est passé de 42.7 à 36 entre 2000 et 2020, le niveau de faim reste alarmant dans la Grande île classée 105ème sur 107 pays.

Le projet intégré de conservation et d'amélioration des services écosystémiques pour la région Atsinanana, connu sous le sigle PIA, est développé et mis en œuvre par le Ministère de l'Environnement et du Développement Durable (MEDD). Ce projet est appuyé financièrement par le Fonds pour l'Environnement Mondial (FEM 6), et réalisé avec de l'accompagnement du PNUE. Les sites d'intervention se trouvent dans la Région Atsinanana, et se répartissent sur 5 communes : Commune rurale Anjahamana, Commune rurale d'Anivorano-Est et Commune Urbaine de Brickaville dans le district de Brickaville ; la Commune rurale d'Ambalabe et la Commune Urbaine de Vatomandry dans le District de Vatomandry. Ces sites ont été choisis pour représenter la forte pression induisant la dégradation des écosystèmes ainsi que ses services fournis dans la région.

1.2. Rappel des objectifs et de la structure du projet

Le projet PIA est conçu pour contribuer à la réalisation de la gestion durable des ressources naturelles en optimisant la gestion durable de l'utilisation des terres, la conservation de la

biodiversité et l'accès des communautés locales à la sécurité des énergies renouvelables des ménages et à l'atténuation du changement climatique dans la région d'Atsinanana.

Pour atteindre ces objectifs, le projet est conçu avec 3 principales composantes bien distinctes dont ci-après les aperçus :

- La première composante vise à renforcer la gouvernance de l'utilisation des ressources au niveau du paysage, en élaborant et en modifiant le cadre réglementaire sur la gestion durable des terres, des forêts et de la biodiversité. Il s'agit de créer et d'améliorer un cadre propice pour la restauration, la conservation et la gestion des ressources environnementales dans la région Atsinanana.
- Ensuite, la seconde composante vise à renforcer les actions de conservation en travaillant avec les communautés locales. Il a été prévu dans cette composante de soutenir la rédaction et la signature des accords de conservation. Avec ce processus, le projet vise à soutenir la conservation d'au moins 3500 ha d'habitats de biodiversité d'importance mondiale, la restauration d'au moins 500 ha de terres dégradées adjacentes ou à l'intérieur de forêts à haute valeur de conservation identifiées, et l'amélioration de la gestion des terres dans des paysages de production d'au moins 4 800 ha. Sur une période de 20 ans, les émissions potentielles de GES évitées sont estimées à plus de 1 013 805 tonnes de CO₂ résultant des changements dans l'utilisation des terres.
- Et enfin, la troisième composante vise à développer et mettra en œuvre un programme de développement des énergies renouvelables pour la région d'Atsinanana. Il s'agit de mettre en place une usine de gazéification du bambou pour produire une énergie renouvelable et abordable pour les populations locales, et l'introduction de cuisinières améliorées et économes en énergie dans la zone du projet. Pour assurer la pérennité de ce programme, il y aura des activités dédiées pour former les populations locales aux technologies des énergies renouvelables, ainsi que des potentiels d'investissement dans les chaînes de valeur des énergies renouvelables. Grâce à des partenariats public-privé et au développement de mécanismes de financement des petites et moyennes industries intéressées à investir dans la chaîne de valeur des énergies renouvelables, la durabilité de ces projets et systèmes sera renforcée. Sur une période de 20 ans, des émissions potentielles de GES évitées de 624 000 tonnes de CO_{2e} seront atteintes grâce à la production d'électricité par gazéification du bambou et à l'utilisation de foyers améliorés.

Une autre composante transversale est prévue pour assurer la coordination des activités du projet, la communication et la capitalisation des acquis tout au long de la mise en œuvre, ainsi que l'intégration de l'approche genre dans toute les démarches (Figure 1).

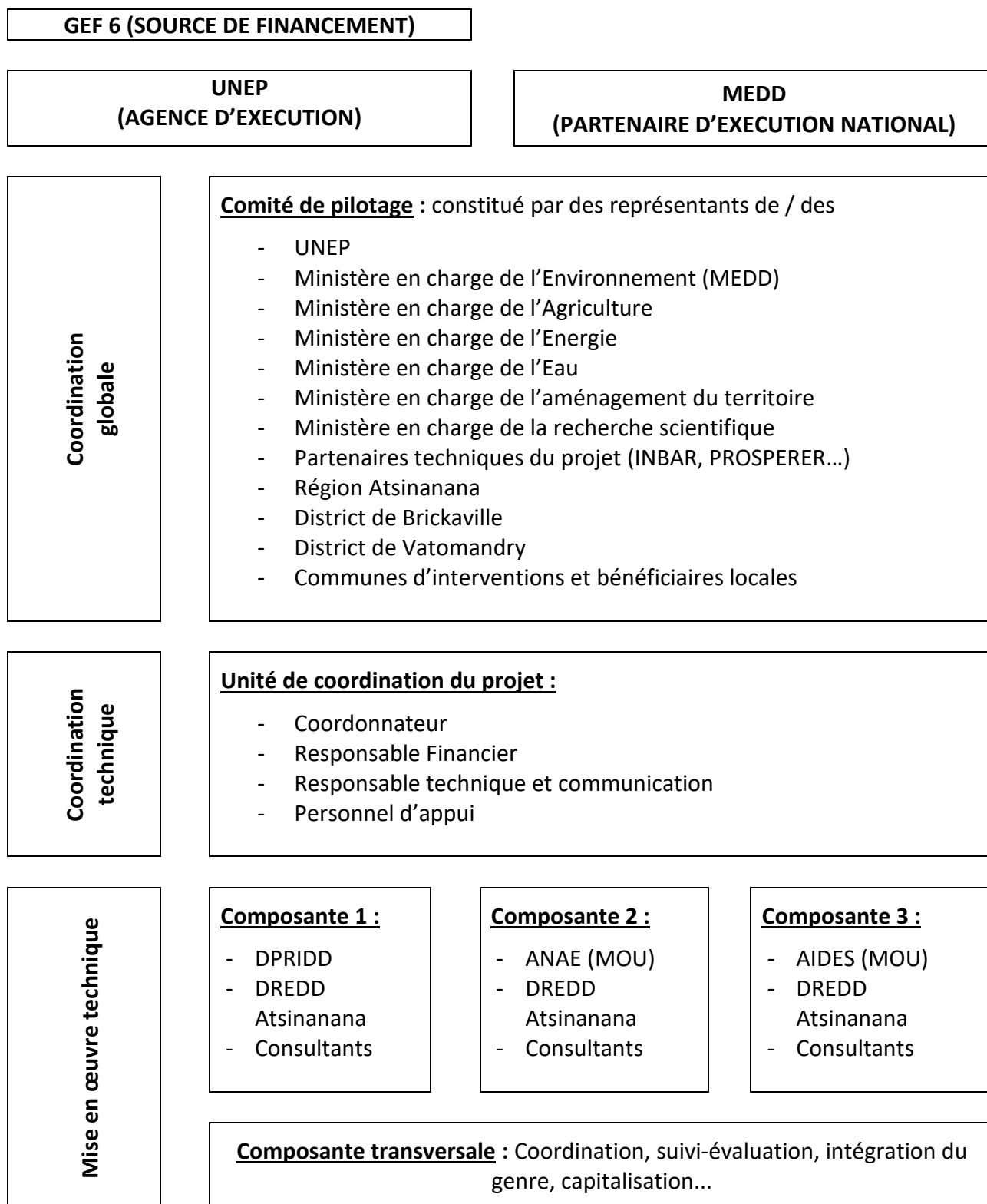


Figure 1 : Structure institutionnelle du projet PIA

1.3. Démarrage du projet et durée

Le document du projet PIA a été approuvé par le GEF le 20 Mai 2020 et le projet a effectivement démarré le 03 septembre 2020. La date d'achèvement est programmée pour le 31 juillet 2024.

Le projet a organisé 01 réunion du Comité de Pilotage au mois de décembre 2022. En 2021, il n'était pas possible d'organiser une telle réunion, qui nécessite la présence des responsables aussi bien au niveau central qu'au niveau régional, à cause de la pandémie de COVID 19 et l'état d'urgence sanitaire qui interdisait l'organisation de réunion et surtout de déplacement inter-régional. Durant ces périodes, les différents documents et rapports relatifs à la mise en œuvre du projet comme par exemple le plan de travail et les rapports de réalisations, ont été soumis au PNUE qui donnait son approbation/validation.

L'évaluation à mi-parcours, initialement prévue en juillet 2022 a été décalée de 6 mois. Elle s'est finalement déroulée en Mars et Avril 2023.

II. OBJET DE L'EVALUATION A MI PARCOURS DU PROJET

Après les deux premières années de mise en œuvre, le projet PIA a prévu de réaliser une évaluation à mi-parcours, ce qui fait l'objet du présent rapport.

2.1. Objectif de l'évaluation

L'objectif principal de l'évaluation à mi-parcours du projet est d'analyser les progrès du projet vers l'atteinte de ses effets et produits attendus décrits dans le document de projet. Cette évaluation permet de proposer toute mesure corrective et adaptative s'avérant nécessaire pour que le projet atteigne ses effets attendus sur la base de ses performances actuelles.

Les constats de l'évaluation sont structurés de façon à pouvoir facilement être pris en compte et intégrés dans les processus de gestion du projet, notamment à travers une série de recommandations et de leçons apprises formulées par cette évaluation.

Ainsi, les objectifs spécifiques de l'évaluation à mi-parcours sont les suivants :

- Evaluer l'intervention du projet en respectant les principes de l'OCDE/CAD ;
- Vérifier les modalités de fonctionnement du Réseau Projet (gestion/qualité des flux d'informations entre les partenaires, analyses des parties prenantes) ;
- Analyse des forces et faiblesses, des meilleures pratiques de l'intervention et des problèmes critiques identifiés ;
- Évaluer le degré de réalisation des indicateurs du cadre logique et analyse SWOT relative à chacun des axes d'intervention ;

- Analyser les résultats du projet et les progrès vers l'atteinte des objectifs du projet ;
- Analyser les progrès dans la mise en œuvre du projet ;
- Analyser les probabilités de durabilité du projet sur la base de ses performances actuelles
- Recommandations sur la logique d'intervention et, le cas échéant, de proposition de révision.

2.2. Méthodologie adoptée pour l'évaluation

2.2.1. Elaboration d'une matrice d'évaluation sur la base des principes OCDE/CAD

Il a été recommandé dans les termes de références de l'évaluation à mi-parcours d'adopter la méthode d'évaluation du Réseau du Comité d'Aide au Développement (CAD) de l'OCDE¹ relative à l'évaluation du Développement.

Cette méthode est basée sur 6 critères bien distinctes : la pertinence, la cohérence, l'efficacité, l'efficacités, l'impact et la durabilité (appelée aussi viabilité ou pérennité).



¹ Le Réseau du Comité d'aide au développement (CAD) de l'OCDE sur l'évaluation du développement est une plateforme internationale qui rassemble des responsables et des spécialistes de l'évaluation issus des ministères et Figure 2 : Critères d'évaluation révisés et actualisés (OCDE/CAD, 2020)

normes relatives à l'évaluation du développement et facilite la collaboration dans ce domaine, tout en favorisant la communication des résultats d'évaluation. Pour en savoir plus : oe.cd/Evaluation

L'utilisation de ces critères est basée sur deux principes : i) les critères doivent être appliqués de manière réfléchie pour assurer que l'évaluation soit utile et de haute qualité, en la situant bien dans le contexte de l'intervention et des acteurs impliqués ; et ii) il n'y a pas de formule unique, sachant que l'utilisation des critères dépend de l'objectif de l'évaluation.

Ainsi, les types d'informations collectés lors de l'évaluation à mi-parcours ont été déterminés à partir des besoins de réponses aux 6 critères d'évaluation.

Critères	Définitions (OCDE / CAD)	Types d'informations collectées
Pertinence	Mesure dans laquelle les objectifs et la conception de l'intervention correspondent aux besoins, aux politiques et aux priorités des bénéficiaires, du pays, de la communauté internationale et des partenaires/institutions et demeurent pertinents même si le contexte évolue.	Le contexte du projet et son évolution Les différences besoins de la population et des acteurs dans les sites d'intervention
Cohérence	Mesure dans laquelle l'intervention est compatible avec les autres interventions menées au sein du pays, du secteur ou des institutions.	Les acteurs / intervenants dans le même contexte du projet et les objets de leurs interventions Les autres interventions menées par la même institution / administration (MEDD) Les normes et critères internationaux pertinents auxquels l'institution / administration adhère Complémentarité, l'harmonisation et la coordination avec les autres acteurs, valeur ajoutée / chevauchement d'activités
Efficacité	Mesure dans laquelle les objectifs et les résultats de l'intervention ont été atteints, ou sont en train de l'être, y compris les résultats différenciés entre populations	Les objectifs et les résultats atteints par rapport à ceux qui sont prévus Responsabilités des différents acteurs / partenaires Les risques identifiés / difficultés rencontrées et les mesures d'atténuation prises

Critères	Définitions (OCDE / CAD)	Types d'informations collectées
		Qualité des suivis : existence, précision, flexibilité ... Information sur la communication des actions du projet.
Efficienc	Mesure dans laquelle l'intervention produit, ou est susceptible de produire, des résultats de façon économique et dans les temps.	Les résultats et effets escomptés par rapport aux ressources dépensées Les délais de réalisations par rapport aux délais fixés Des éléments de gestion opérationnelle des interventions (organisation, personnel,)
Impacts	Mesure dans laquelle l'intervention a produit, ou devrait produire, des effets importants et de vaste portée, positifs ou négatifs, intentionnels ou non.	Effets sociaux, environnementaux et économiques à plus long terme ou à plus vaste échelle Evolutions globales et durable sur les services écosystémiques ; Des effets potentiels sur le bien-être de la population, les droits humains, l'égalité des sexes et l'environnement
Viabilité / Durabilité	Mesure selon laquelle les bénéfices nets de l'intervention perdureront ou sont susceptibles de perdurer dans le temps.	Rôle des partenaires locaux dans la continuité des résultats obtenus Ressources disponibles nécessaires à la continuité des bénéfices nets dans le temps Résilience, risque et arbitrages potentiels entre priorités

Tableau 1 : Définitions des critères d'évaluation et les informations à collecter

2.2.2. Méthode de collecte des informations

a) Documentation et consultation des rapports d'activités du projet

La collecte des données dans les différents rapports constitue la partie la plus importante de l'évaluation. Le projet a démarré depuis plus de deux ans, et est censé de disposer des rapports d'activités fournis par les différents partenaires de mise en œuvre. Les rapports d'activités disponibles auprès de l'Unité de Gestion du projet PIA du MEDD ont été récupérés. Des données

correspondantes aux indicateurs ont été déduites de ces rapports pour être utilisées dans l'évaluation.

b) Entretien avec les acteurs du projet

Les informations sur les réalisations du projet ont été par la suite recoupées et complétées avec des données et des perceptions collectées auprès des représentants des parties prenantes du projet. Autre que l'UGP, les acteurs du projet à Tanà et sur les deux sites d'interventions du projet ont été consultés durant la période de l'évaluation. Certaines consultations ont été faites sous forme d'entretien individuel (cas des partenaires de mise en œuvre du projet, Communes, DREDD...) tandis que d'autres ont été faites avec des focus group (cas des bénéficiaires du projet). Un guide d'entretien pour chaque type d'acteurs a été élaboré.

Ainsi, les acteurs consultés sont :

- Les partenaires de mise en œuvre de l'UGP : l'ANAE, l'AIDES ...
- Les partenaires institutionnels et locaux : la DREDD Atsinanana & Service Cantonnement (Brickaville & Vatomandry), Maires des Communes d'intervention, autres ...
- Des représentants des bénéficiaires directs du projet sur le terrain (*pépiniéristes, planteurs de bambou, artisans et fabricants de foyers améliorés, charbonniers, ...*).

c) Observations et visite de quelques sites d'intervention du projet sur le terrain

Il s'agit de visiter des sites d'intervention du projet dans les deux districts d'intervention, Brickaville et Vatomandry. Ces observations ont servi également à recouper et compléter les entretiens avec les acteurs ainsi que les données mentionnées dans les rapports. Les observations sont justifiées avec quelques photos des réalisations.



Photo n° 1 : Centre de formation des artisans de FA à Brickaville (Mars 2023)

2.2.3. Traitement et analyse des informations

Les données collectées à partir des rapports, des avis des acteurs et des observations vont être traitées et analysées, suivant les critères d'évaluation recommandés dans le cadre du mandat. Il s'agit de classer et répartir les différentes informations sur les activités réalisées et les résultats obtenus, suivant la structure du cadre logique du projet.

- Les données quantitatives ont été comparées aux indicateurs quantitatifs du cadre logique pour en sortir le taux de réalisation (en%) ;

- Les informations qualitatives ont été évaluées pour servir à des interprétations des réalisations (facteurs explicatifs des résultats).

Une analyse des Forces, Faiblesses, Opportunités et Menaces est élaborée également, pour déterminer les atouts et les facteurs limitants du projet, puis d'en extraire des recommandations et des perspectives pour mieux orienter la suite des activités du projet dans le délai imparti et restant.

2.2.4. Organisations

Composition de l'équipe

Lors de la mise en œuvre de la prestation, l'équipe du consultant était constituée par :

- Un chef de mission, Agronome de formation avec spécialisation en foresterie et Environnementaliste, qui assure la coordination de toutes les activités et la rédaction des différents rapports. Le Chef de mission a assuré également la communication officielle avec le MEDD ;
- Une Socio-économiste, qui assistait le chef de mission lors de la conception des outils de collecte des données, du traitement et d'analyse des données ainsi que dans la rédaction du rapport.
- Sur le terrain, les membres de l'équipe du projet et de ses partenaires ont appuyé l'évaluateur dans l'organisation des réunions et des rencontres avec les acteurs et les bénéficiaires du projet (pépiniéristes, planteurs, etc)

Chronogramme d'activités

La durée de mise en œuvre mandat est estimée à 3 mois, dont ci-après la répartition des activités prévues :

Activités	Janvier 2023					Février 2023				Mars 2023				Avril 2023				Indicateurs de réalisation
	S1	S2	S3	S4	S5	S6	S7	S8	S9	S10	S11	S12	S13	S14	S15	S16	S17	
	2/1	9/1	16/1	23/1	30/1	6/2	13/2	20/2	27/2	6/3	13/3	20/3	27/3	3/4	10/4	17/4	24/4	
Signature du contrat			18/01															Contrat signé
Documentation et consultation bibliographique(rapports)																		Données des rapports d'activités et de réalisations du projet PIA collectées
Collecte de données complémentaires (Acteurs Tanà)																		Compléments d'informations / recoupements apportés par les acteurs
Collecte de données complémentaires (Acteurs Terrain - Atsinanana)																		
Analyse des données + rédaction Rapport d'évaluation																		Rapport d'évaluation à mi-parcours, version provisoire élaborée, soumis et restitué à l'UGP du MEDD
Remise Rapport d'évaluation (version provisoire)															11/04			
Restitution Rapport d'évaluation (version provisoire)																		
Remise de la version finale du rapport d'évaluation à mi-parcours																17/04		Rapport d'évaluation à mi-parcours, version finale validée et soumise à l'UGP

Tableau 2 : Chronogramme de l'évaluation à mi-parcours

2.3. Limites de la démarche de l'évaluation

La période de mise en œuvre de l'évaluation à mi-parcours est tombée en pleine saison de pluie, ce qui limite l'accès vers certains sites, notamment vers les deux sites des activités de la composante 2, dans la Commune d'Ambalabe (District de Vatomandry) et dans la Commune d'Anjahamana, District de Brickaville. De plus, le passage du cyclone Freddy au début du mois de Mars a entraîné un report du calendrier des entretiens et des rencontres avec les acteurs du projet sur le terrain à Brickaville, à Vatomandry et à Tamatave. Par conséquent, il manque dans la présente évaluation des informations fournies directement par les bénéficiaires des activités de la composante 2 dans les 2 communes suscités.

Face à la situation, l'équipe d'évaluation a reporté en mi-Mars les déplacements et la rencontre avec les acteurs sur le terrain dans la Région Atsinanana, après avoir mené des entretiens auprès des responsables des partenaires à Tanà (AIDES, ANAE). Lors de ce déplacement, l'équipe d'évaluation avait profité également le passage du Maire de la Commune d'Anjahamana à Brickaville et le passage du Maire de la Commune rurale d'Ambalabe à Tamatave pour mener des entretiens individuels avec eux. Les données relatives aux réalisations de la composante 2 ont été collectées dans les rapports d'avancement du mois de décembre 2022, ainsi que les compléments d'informations fournis par le Responsable de l'ANAE lors de l'entretien mené avec elle.

2.4. Structure du rapport de l'évaluation

La revue à mi-parcours du projet PIA est restituée dans un seul rapport, qu'est le présent rapport d'évaluation. Il est constitué par une brève description du projet, avec la justification de l'intervention. Ensuite, les constatations sur l'avancement du projet depuis le début de la mise en œuvre jusqu'à la période de l'évaluation à mi-parcours.

Dans les termes de références, il a été dit que le rapport final de l'évaluation va être déposée auprès de l'UGP du Projet, trois mois après le démarrage de la prestation. Avant le rapport final, une version provisoire du rapport a été soumis auprès de l'UGP pour faire l'objet d'une approbation par l'équipe du projet, sur lequel d'éventuelles recommandations pourraient subvenir. Cette démarche permettra au consultant de recouper et valider les résultats de l'évaluation avant de remettre la version définitive du rapport d'évaluation.

Ainsi, le présent rapport est structuré comme suit :

- Introduction avec le contexte du projet
- Objet de l'évaluation à mi-parcours avec description de la méthodologie
- Résultats de l'évaluation de l'intervention sur la base des principes OCDE/CAD
- Analyse des réalisations et suivant les indicateurs du cadre logique
- Conclusion et recommandations pour la planification des prochaines années du Projet

III. RESULTATS DE L'EVALUATION SELON LES CRITERES DE L'OCDE / CAD

3.1. Pertinence

« Les interventions menées dans le cadre du Projet PIA répondent – elles au(x) problématique(s) et aux besoin(s) locaux ?

3.1.1. Par rapport aux problématiques et aux besoins de la population locale

Problématiques et besoins des bénéficiaires sur les secteurs Environnement, Agriculture et Energie

Les ressources naturelles de la Région Atsinanana subissent différentes pressions, qui sont dues à la fois à des facteurs anthropiques et de catastrophes naturelles.

Plus de 89 % des communes de la Région Atsinanana pratiquent la culture sur brûlis ou le *tavy* pour la culture de riz pluvial et de manioc. Cette pratique est due à l'insuffisance de périmètres rizicoles aménagés et à l'absence de barrage hydro agricole bien que la Région regorge de ressources en eau importantes. La croissance démographique et la faiblesse des revenus des ménages entraînent une extension permanente des zones de cultures. De plus, les marais sont convertis en rizières / zones de culture, une pratique qui accélère la disparition de ces zones et de leurs services écosystémiques.

Dans les zones rurales de la Région, les cases d'habitation sont généralement construites en bois et consomment plus de 590 391 m³ par an. Cette mode de vie des populations rurales pose déjà un problème aux forêts naturelles de la région. Cette situation est aggravée par les exploitations illicites de bois effectuées par des exploitants venant de l'extérieur de la Région.

Pour le secteur Energie, le charbon de bois et les bois de chauffe sont les combustibles les plus utilisés par les ménages de la Région Atsinanana, aussi bien en milieu rural que dans les centres urbains. Un ménage de 6 personnes consomme en moyenne trois sacs de 50 kg par mois. La forêt fournit aussi le bois de chauffe à la consommation quotidienne du ménage rural avec 1,2 m³ de bois mort par semaine, soit 8,4 m³ de bois frais, ce qui donne d'environ 252 m³ par mois et 3 066 m³ pour une année.

L'usage de foyer amélioré reste encore faible dans les zones d'interventions. Les facteurs peuvent être multiples, tels que le manque de compétence locale en la matière, le manque de connaissance des techniques de fabrication de foyer amélioré. Les foyers améliorés utilisés par certains ménages viennent de Tanà ou de Tamatave, avec beaucoup d'inconvénients et moins d'avantages (*moins durable, effets du transport, coût élevé, disponibilité aléatoire et dès fois limitée etc*).

Adéquation des activités du projet aux besoins & problématiques des bénéficiaires

Les activités promues dans le cadre du projet PIA, qui ont été principalement définies pour renforcer la conservation de la biodiversité dans les sites d'intervention, répondent à la fois aux problématiques de la population sur l'Agriculture et sur la consommation énergétique.

Le développement des techniques de gestion durable de terres de la composante 2 sur les deux sites, Brickaville et Vatomandry, permettra d'améliorer la productivité agricole via les pratiques agroécologiques et d'agroforesterie. La promotion des cultures de rente dans les pratiques d'agroforesterie permettra d'améliorer également le revenu des exploitations et des ménages bénéficiaires du projet, tandis que les techniques agroécologiques améliorent la productivité des cultures annuelles pour l'autoconsommation et /ou de rente.

De plus, les activités de cette composante prévoient de restaurer des forêts naturelles dégradées aux alentours des Aires Protégées sur les deux sites dans un objectif de renforcement de la conservation de la biodiversité. Les appuis du projet PIA aux VOI leurs facilitent les tâches dans la préservation de leurs sites de transfert de gestion.

Et enfin, les plantations de bambou promues dans la composante 3 conviennent à la fois à la valorisation des espaces dégradés (*connus localement savoka*) et à la préservation de des forêts. Dans cette même composante, la fabrication de charbon à base de bambou et la diffusion des foyers améliorés, fabriquées localement, permettront de limiter les impacts de la consommation en bois des forêts et constituent une source de revenu aux acteurs de la chaîne d'approvisionnement en bambou.

3.1.2. Par rapport aux outils de planifications territoriales

Les Régions et les communes sont censées de disposer d'un outil de planification territorial à jours, avec un PRD pour chaque Région et PCD pour chaque Commune. Dans le cas des zones d'interventions du projet PIA, le PRD de la Région Atsinananana est renouvelé en 2020 et opérationnel, tandis que les PCD des 5 Communes sont en cours de révision. Parmi les 5 PCD, il y avait 3 qui ont été actualisés dans le cadre du projet PIA : il s'agit du PCD de la CR d'Ambalabe et de la CU de Vatomandry (district de Vatomandry) et celui de la CR d'Anjahamana (district de Brickaville). Les PCD de la Commune d'Anivorano Est et de la CU de Brickaville ont été actualisé par l'ONG SAHA avec l'appui de la Société Ambatovy. Cependant, les documents ne sont pas encore aux communes.

Le PIA par rapport au Plan Régional de Développement de la Région Atsinananana

Les facteurs de développement mentionnés dans le PRD de la Région Atsinananana concernant les deux districts, Brickaville et Vatomandry, ont été soulevés pour faire l'objet d'une comparaison avec les activités du projet PIA, dont la plupart contribuent aux objectifs du PRD.

Dans le secteur, l'engagement 2 du PRD pour les années 2020 – 2023 « Energie pour tous » préconise pour les deux districts la promotion des énergies renouvelables (solaire, éolienne hydraulique) et l'installation de centrale photovoltaïque (énergie renouvelable –panneau solaire). Le projet PIA contribue et renforce les interventions dans cet engagement du PRD via les activités de la composante 3 sur le développement de l'énergie durable dans les deux districts d'intervention du projet : mise en place d'une centrale à gazéification, foyer amélioré, charbon de bambou.

Ensuite, dans son engagement 9 pour les années 2020 – 2023 « Autosuffisance alimentaire », les actions à promouvoir dans le district de Brickaville et de Vatomandry, sont principalement

constitués par la dotation de semences améliorées ; la formations des techniciens locaux ; la vulgarisation de nouvelle technique et appui financier ; la compensation des paysans modèles avec concurrence entre les paysans et conscientisation (appui mais pas don) ; formation continue des exploitants agricoles ; promouvoir les filières certifiées biologiques d'agriculture ; aménagement des bassins versant (cas d'un site à Maroseranana ; dotation de pépinières en culture de rente et culture fruitière 1/commune ; formations des techniciens agricoles en SRI/SRA, en agroécologie et en SCV (au moins 15 techniciens) ; dotation intrants et matériel agricoles.

Et enfin, l'engagement 10 du PRD Atsinanana pour les années 2020 – 2023 relatif à la conservation des ressources naturelles, consiste à promouvoir la formation de formateur sur la Protection de l'environnement (et de santé) ; créer des cellules de lutte contre le feu de brousse ; réaliser des sensibilisation des CTD sur les textes en vigueur dans toutes les communes ; faire des répression des exploitants illicites dans toutes les AP ; renforcer la protection du CAZ en collaboration avec la Région Alaotra-Mangoro et/ ou le District de Moramanga ; mettre en place de nouveaux VOI et renforcement/équipement des VOI existants ; réaliser des sensibilisation contre les exploitations illicites de ressources naturelles...

Les activités de la composante 2 du projet PIA qui consistent à assurer la mise à l'échelle des pratiques de GDT et de l'agroécologie dans un paysage plus large, sont convenables à ces deux engagements du PRD de la région Atsinanana. Des accords de conservation entre le MEDD et les communautés visent la conservation et la gestion active d'au moins 3 500 ha d'habitats de biodiversité d'importance mondiale. Dans la même composante, plus de 500 ha de terres dégradées adjacentes ou à l'intérieur de forêts identifiées à haute valeur pour la conservation sont à restaurer et plus de 4.800 ha de terres cultivées sont sous GDT autour des zones des 2 AP.

Les Plans Communaux de développement

Lors de l'actualisation des PCD des 3 Communes, l'équipe du projet, à travers la DPRIDD, a intégré dans la version actualisée la conservation de la biodiversité, la gestion durable des terres et le développement de l'accès à l'énergie durable. Par conséquent, les interventions du projet correspondent bien aux objectifs des 3 nouveaux PCD.

Collectivités (Région, Commune) d'intervention		Outils de planification disponibles	Dernière actualisation (Année)	Pertinence du projet PIA par rapport à l'outil
Région Atsinanana		PRD	2020	Voir § précédent
District de Brickaville	Commune Urbaine de Brickaville	PCD	Renouvellement en cours par l'ONG SAHA / Ambatovy (En attente de restitution)	ND (Les PCD ne sont pas encore disponibles pour le moment)
	Commune Rurale d'Anivorano Est	PCD		

	Commune Rurale d'Anjahamana	PCD	2022 (Par le Projet PIA, via la DPRIDD)	<i>Intégration de la conservation de la biodiversité, de la gestion durable des terres et de l'énergie durable dans les PCD</i>
District de Vatomandry	Commune Urbaine de Vatomandry	PCD		
	Commune Rurale d'Ambalabe	PCD		

Tableau 3 : Pertinence du projet PIA par rapport aux outils de planifications territoriales

3.1.3. Par rapport aux stratégies nationales politiques sectorielles du pays

Le Projet PIA est un projet à la fois intersectoriel et multisectoriel, impliquant la conservation de la biodiversité et la gestion des ressources naturelles, la gestion durable des terres avec des pratiques d'Agriculture et d'Agroforesterie, l'énergie durable...

De ce fait, les actions promues dans le cadre du projet contribuent à la mise en œuvre des grandes orientations et des objectifs stratégiques des différents secteurs clés et décrits dans le tableau ci-après :

Stratégie et Politiques sectorielles (avec des éléments clés pour le projet PIA)		Correspondance / Contributions du Projet PIA
Environnement et DD (y compris Conservation Biodiversité et Gestion des Ressources Naturelles)	Stratégie et Plans d'actions nationaux pour la biodiversité 2015 – 2025, dans l'objectif 5: <i>« D'ici à 2025, le taux de dégradation, de fragmentation et de perte des habitats ou écosystèmes est réduit »</i>	Restauration des forêts dégradées et des habitats autour des 2 Aires Protégées (RS Mangerivola / MNP et NAP Ivohibe / MBG) ; Réduction des pressions sur les forêts et la biodiversité, grâce au développement de l'Agroforesterie et de l'agroécologie ; Conservation et gestion active d'au moins 3 500 ha d'habitats de biodiversité d'importance mondiale.
	Stratégie Nationale de la Restauration des Paysages Forestiers (SNRPF) <i>Améliorer l'efficacité écologique des politiques et des programmes publics et privés et renforcer la coordination intersectorielle (Obj.2) ; Assurer une planification intégrée de l'utilisation des terres au niveau local (Obj.4) et ; améliorer l'expertise locale afin de renforcer les capacités sur la gestion plus durable de territoires plus vastes et la gestion des feux (Obj.5)</i>	La plupart des activités de la composante 2 et de la composante 3 contribuent à la mise en œuvre des objectifs de la SNRPF : Promotion des actions de reboisement, d'agroforesterie et de plantation de bambou dans les paysages forestiers dégradés / Savoka (Comp.2 & Comp.3) Gestion durable des terres avec des pratiques de l'agroécologie Mise à jour des PCD des communes d'interventions, intégrant les dimensions conservation de la biodiversité, de la Gestion Durable des terres et la promotion de l'accès à l'énergie durable. Plus de 239 000 hectares de terres forestières et agricoles sous plan de gestion, visées par l'ensemble des interventions du projet PIA
	Nouvelle Politique Forestière. <i>Vision : « Organiser et œuvrer toutes les parties prenantes pour que les ressources forestières Malagasy soient protégées et valorisées de façon durable, rationnelle et responsable »</i>	La plantation de bambou contribue à la préservation des ressources forestières comme toutes autres activités de reboisement réalisées avec des espèces à croissances rapides. <i>C'est une alternative pour satisfaire le besoin en bois-énergie</i> Plus de 500 ha de terres dégradées adjacentes ou à l'intérieur de forêts identifiées à haute valeur de conservation restaurées à l'aide

Stratégie et Politiques sectorielles (avec des éléments clés pour le projet PIA)		Correspondance / Contributions du Projet PIA
		d'espèces indigènes.
	Politique Nationale de l'Environnement et du Développement, avec objectifs de : <i>« Maintenir Madagascar dans la catégorie des pays hotspots en biodiversité ; assurer la gestion durable des ressources naturelles, terrestres et aquatiques... ainsi que les habitats et écosystèmes associés ; accroître la contribution des biens et services environnementaux à l'économie nationale etc... »</i>	Révision du document politique environnementale national pour le développement durable, afin d'y intégrer les dimensions Biodiversité, Gestion Durable des terres et Energie durable. Amélioration des services écosystémiques dans les sites d'intervention grâce à la vulgarisation des techniques agroécologiques et de la GDT Révision des cadres règlementaires sur la gestion de l'environnement (Code de l'environnement)
Agriculture	Le Programme sectoriel Agriculture, Elevage et Pêche (PSAEP) <i>Orientation 2 : réduction de la pauvreté par l'amélioration de la productivité agricole aux niveaux des ménages ruraux</i>	La diffusion des techniques d'Agroécologie et d'Agroforesterie prévue par le projet PIA vise à la fois la gestion durable des terres et l'augmentation de revenu agricole des ménages, grâce à l'amélioration des rendements et de la productivité Agricole. Plus de 4 800 Ha de terres cultivées avec des techniques de production améliorée (GDT).
	Loi n° 2020 – 003 sur l'Agriculture Biologique (AB) & Stratégie Nationale de l'Agriculture Biologique : <i>Orientations : « garantir le caractère biologique des produits agricoles ; Promouvoir le développement du marché national »</i>	Développement / diffusion de l'Agroécologie, de l'Agroforesterie en avec des cultures de rente autour des 2 Aires Protégées d'intervention du projet vanille, girofle etc...
Energie	Stratégie Nationale d'Approvisionnement en Bois et Energie (SNABE, 2018 – 2030). <i>Axe 1 : soutien à la croissance de l'offre de bois énergie</i>	Plantation de bambou à des fins de fabrication de charbon de bambou (alternative au charbon de bois et de bois de chauffe) ; Formation des artisans et fabrication de FA à des fins de réduction de

Stratégie et Politiques sectorielles (<i>avec des éléments clés pour le projet PIA</i>)		Correspondance / Contributions du Projet PIA
	Axe 2 : <i>réduction de la consommation en bois d'énergie</i>	la consommation en bois d'énergie ; Plus de 3 000 Foyers ciblés pour l'utilisation de FA Renforcement de la coordination intersectorielle grâce aux chaînes d'approvisionnement liées à la plantation de bambou (dont l'énergie et l'environnement)
	Nouvelle Politique Energétique (NPE, 2015 – 2030). • <i>Viser un taux d'adoption de FA de 70% des ménages en 2030</i> • <i>Reboisement forestier de 35 000 à 40 000 ha par an afin de sécuriser l'approvisionnement en bois-énergie</i> • <i>Production d'énergie à base de la biomasse</i>	Formation en cascade des Artisans locaux sur la fabrication de FA Promotion de l'accès à l'énergie avec une source d'énergie renouvelable (<i>centrale à biomasse</i>) ; Reboisement et restauration forestière dans les sites d'intervention du projet Plus de 300 Ha de plantation de bambou à réaliser pour approvisionner le besoin en biomasse d'une centrale électrique à gazéification
Transversal	Plan National d'Adaptation au changement Climatique Axe 1 : <i>Reverdissement de Madagascar (Plantation de 75 000 ha/an ; Restaurer 4millions d'ha d'ici 2030 ; Conservation des forêts naturelles ; Lutte contre les feux)</i>	La plupart des activités du projet PIA (Composante 2 & Composante 3) sont conformes et contribuent aux actions définies par l'axe 1 du PANA Madagascar
	Intégration du Genre	Dans l'ensemble des activités, le projet PIA vise un taux de participation / d'implication d'au moins 50 % par des femmes.

3.1.4. Par rapport aux cadres du GEF et des Nations Unies

Objectifs de Développement Durable ou ODD

Le projet PIA contribue dans son ensemble aux *Objectifs de Développement Durable des Nations Unies*. Globalement, le projet permettra à ses fins « *d'éliminer la pauvreté* » (Objectif 1 des ODD) ; « *d'éliminer la faim, assurer la sécurité alimentaire, améliorer la nutrition et promouvoir l'agriculture durable* » (Objectif 2). Spécifiquement, les activités développées dans la composante 2 du projet contribue surtout à « *préserver et restaurer les écosystèmes terrestres, en veillant à les exploiter de façon durable, gérer durablement les forêts, lutter contre la désertification, enrayer et inverser le processus de dégradation des sols et mettre fin à l'appauvrissement de la biodiversité* » (objectif 15). Les activités de la composante 3 du projet contribueront également à la « *garantie de l'accès de tous à des services énergétiques fiables, durables et modernes, à un coût abordable* » (Objectif 7). Et enfin, le projet a intégré une composante transversale dont fait partie l'incitation à la participation des femmes jusqu'à un taux de 50%, équivaut à « *parvenir à l'égalité des sexes et autonomiser les femmes ...* » (Objectif 5 des ODD).

Document stratégique du GEF sur la biodiversité

L'objectif stratégique du GEF dans le domaine de la biodiversité est de maintenir l'importance mondiale de la biodiversité dans les paysages terrestres et marins. Pour atteindre cet objectif, les investissements du GEF contribueront aux trois objectifs identifiés dans les orientations de la COP 13 de la CDB. Il s'agit de i) *Intégrer la biodiversité dans tous les secteurs ainsi que les paysages terrestres et marins* ; ii) *Traiter les facteurs directs de protection des habitats et des espèces* ; et iii) *Développer plus avant la politique de la biodiversité et les cadres institutionnels*.

Le financement du projet PIA pour Madagascar fait partie des investissements du GEF dans le domaine de la biodiversité, intégrant des actions qui visent des impacts sur les systèmes alimentaires, l'utilisation des terres et la restauration, le programme d'impact sur les villes durables, le programme d'impact sur la gestion durable des forêts. La finalité de toutes ces actions contribue collectivement à la réalisation des objectifs du GEF dans la conservation de la Biodiversité.

Document stratégique du PNUE sur la biodiversité

Le document stratégique du PNUE 2022–2025 vise à remédier aux problèmes des changements climatiques, de la dégradation de la nature et de la pollution que le monde doit faire face. Le PNUE identifie 3 objectifs stratégiques interdépendants et complémentaires pour remédier à ces crises (§42). Il s'agit de i) « *Stabiliser le climat* » pour que les émissions nettes de gaz à effet de serre soient réduites à zéro et que la résilience face aux changements climatiques soit établie ; ii) « *Vivre en harmonie avec la nature* » (SCDB, 2010) et iii) *Se diriger « vers un monde sans pollution », pour prévenir et contrôler la pollution et assurer une bonne qualité environnementale et une santé et un bien-être meilleurs pour tous.*

Concernant le second objectif stratégique, qui est l'action en faveur de la nature, le PNUE vise à aider les pays dans l'élaboration des politiques et des incitations afin de remédier aux causes de la perte de biodiversité et d'encourager les activités économiques durables et inclusives (§66). Il s'agit également de renforcer la conservation et la restauration de la nature, en favorisant des approches durables pour la gestion des ressources naturelles. Des transformations au niveau de la planification et de la gestion de l'utilisation des terres et de l'eau ainsi que des chaînes de valeur sont encouragées (§76).

Les activités de la composante 1 et de la composante 2 du projet PIA sont bien calés avec ces objectifs stratégiques du PNUF. La pertinence du projet PIA par rapport à ce document stratégique est confirmée avec les actions sur le climat (§52 – b) : *les décideurs à tous les niveaux adoptent des voies de décarbonisation, de dématérialisation et de résilience. Il s'agit d'une approche multisectorielle et de la chaîne de valeur qui offrira des opportunités pour déployer en temps opportun des solutions d'énergies renouvelables et d'efficacité énergétique à tous les niveaux géographiques.* Toutes ces actions visent à mettre fin à la déforestation et à la perte d'habitat, remettre en état les écosystèmes dégradés qui sont bien conformes avec les activités de la composante 3 du projet.

Le projet PIA est pertinent dans l'ensemble, du fait que les activités répondent aux besoins et aux problématiques des communautés locales des sites d'interventions. Elles contribuent également aux objectifs des outils de planification territoriale (PRD & PCD) et aux objectifs des politiques et stratégies nationales des différents secteurs.

3.2. Cohérence

« Les interventions dans le cadre du Projet PIA s'accordent-elles avec les autres interventions dans les mêmes secteurs et/ou sur les mêmes sites ? »

Les informations sur les projets réalisés et/ou en cours sur les sites d'intervention, ainsi que leurs cohérences avec le projet PIA sont décrites dans le tableau ci-après :

Projet / organisme(s)	Objet de l'intervention / Actions	Relations avec le projet PIA
Des organismes porteurs des actions sous tutelles du MEDD		
MBG	Présent dans la Commune d'Ambalabe depuis 2003 pour la gestion de l'AP de Vohibe (suite à une délégation de gestion depuis CI) : Conservation de la biodiversité	Actions complémentaires avec celles du projet PIA, sachant que l'existence de ces deux sites d'Aires Protégées fait partie des critères de choix de ces deux sites, malgré l'éloignement et les difficultés de l'accès. Les actions du projet PIA viennent renforcer les activités de MBG et de MNP dans la région. Les activités du projet PIA et ces 2 acteurs sont complémentaires, parce que PIA/ ANAE assure la restauration des forêts dans les zones de la NAP
MNP	Gestion de l'AP Mangerivola" MBG assure la gestion de la NAP de Vohibe : Conservation de la biodiversité	
Conservation International	Appuie les Vondron'Olona Ifotony (VOI) ou Communautés de base	2 VOI (VOI Mitsinjo et VOI Tsarajoro) dans le site de Ambalafary & Ambadikala de la CR

Projet / organisme(s)	Objet de l'intervention / Actions	Relations avec le projet PIA
(CI)	dans les zones périphériques des Aires Protégées : 6 VOI dans la CR d'Anjahamana	Anjahamana travaillent avec le projet PIA
CNRIT	Collaboration avec le projet pour développer des activités de recherche sur la fabrication des Foyers Améliorés	Développement des prototypes de FA adaptés dans les zones d'intervention (5 modèles d'efficacité énergétiques sont identifiés par le projet dans la composante 3.)
D'autres interventions		
Canopy	Reboisement et restauration à grande échelle, avec des concessions privées	Pas de relation directe avec le projet PIA (risque de concurrence aux producteurs de plants)
Bôndy	Reboisement et restauration à grande échelle, avec plantation de bambou et d'espèces forestières (concessions privées)	Pas de relation directe avec le projet PIA (risque de concurrence aux producteurs de plants)
Projet Présidentiel	Culture de Canne à sucre à Ilaka Est (en perspectives)	Aucun lien avec le projet PIA (pour le moment)
Ambatovy	Extension de pipeline, traversant la zone d'interventions du projet PIA (dans le district de Brickaville)	Risque chevauchement des aménagements des pipelines dans les parcelles de plantation de bambou
Maison Familiale Rurale (MFR)	Formations des paysans sur la Coopérative	Pas de lien direct avec le projet PIA
CASEF	Sécurisation foncière CR Antsampanana & Niherenana"	Pas de lien direct avec le projet PIA
CEAS	Sur le site de Anivorano Est, réalise des actions de reboisement	Pas de lien direct avec le projet PIA

Tableau 4: Liste des projets et des acteurs / intervenants dans les zones du Projet PIA

Les actions portées dans le cadre du projet PIA sont cohérentes avec les interventions des autres acteurs dans les mêmes secteurs d'intervention du projet (Agriculture, Energie et Environnement) ainsi que sur les sites d'interventions. Il n'y a pas de concurrence ni de conflits

entre les activités du projet PIA et les autres interventions dans les mêmes sites d'intervention et dans les mêmes secteurs.

3.3. Efficacité

« A quel niveau de réalisation les objectifs du Projet PIA sont – ils atteints ? »

3.3.1. Rôle et responsabilité des différents acteurs & partenaires

Le Comité de pilotage

Le comité de pilotage est un organe de réflexion et de prise de décision du projet. Il est constitué par des représentants de l'UNEP ; du Ministère en charge de l'Environnement (MEDD) ; du Ministère en charge de l'Agriculture ; du Ministère en charge de l'Energie ; du Ministère en charge de l'Eau ; du Ministère en charge de l'aménagement du territoire et du Ministère en charge de la recherche scientifique. Il y a également la participation des partenaires techniques du projet (INBAR, PROSPERER...) ; de la Région Atsinanana ainsi que les Représentants des CTD des sites d'intervention (*District de Brickaville ; District de Vatomandry et les Communes d'interventions et bénéficiaires locales*).

L'Unité de Coordination du Projet

L'UCP est l'entité qui représente le MEDD en tant que principal organisme national d'exécution du Projet. Le MEDD/ UCP est l'interlocuteur de l'UN Environnement dans le cadre du Projet et assure la Coordination, la planification et le suivi de la mise en œuvre des activités du Projet. L'UCP assure également la validation des rapports techniques et financiers (trimestriels et annuels) soumis par les partenaires de mise en œuvre, et ce, avant la transmission à l'UN Environnement, aux fins de demande de déblocage trimestriel de fonds. Et enfin, Elle met à la disposition des partenaires du fonds pour la réalisation des activités prévues dans le Plan de travail trimestriel, basé sur le Plan de travail annuel approuvé par le Comité de pilotage du projet. Au niveau régional, la coordination de certaines activités technique est confiée à la DREDD et au cantonnement, qui assurent ensuite le suivi des activités sur le terrain.

Depuis le démarrage du projet, l'UCP a bien joué ses rôles de coordination depuis Tanà sans aucune difficulté. L'UCP est également très ouverte à toutes formes de dialogues et d'échanges avec les différents partenaires. Cependant, il y a quelquefois des incohérences entre la coordination au niveau centrale (Tanà) et la mise en œuvre des activités sur le terrain : il y avait des cas où les équipes terrains, notamment de la DREDD, ne sont pas au courant de la mobilisation de l'équipe de l'UCP sur les sites du projet.

Les partenaires de mise en œuvre (MOU)

Comme convenu dans sa conception, la mise en œuvre des activités de la composante 2 du Projet PIA est attribuée à ANAE et la composante 3 à AIDES, sachant que les activités de la composante 1 et la composante transversale sur le suivi et sont portées par le MEDD lui-même à travers la DPRIDD.

Les partenaires de mise en œuvre sont tenus de respecter les interventions détaillées dans la mise en œuvre des activités prévues dans le MOU, tout en respectant le taux de répartition budgétaire lors de la mise en œuvre du projet (coût d'opération à 77%, coût de fonctionnement à 10% et coût de suivi à 13%). Les partenaires élaborent et soumettent à l'UCP les plans de travail annuels et les plans opérationnels trimestriels de mise en œuvre du projet. Ces plans peuvent être actualisés selon les recommandations du COPIL du projet. Ils soumettent à l'UCP les rapports techniques et financiers relatifs aux activités réalisées systématiquement tous les trimestres avec la demande de déblocage de fonds pour le trimestre prochain. A part l'UCP, les partenaires de mise en œuvre doivent collaborer également avec l'équipe de coordination du Projet au niveau centrale et au niveau régional l'équipe de la Direction Régionale de l'Environnement et du Développement Durable (DREDD) de la région Atsinanana dans l'accomplissement des activités sur terrain.

Les CTD dans les sites d'interventions : Régions, Districts, Communes et Fokontany

Les CTD concernées par le projet PIA sont constituées par :

- 1 Région : Atsinananana
- 2 Districts : Brickaville et Vatomandry
- 5 Communes d'intervention : Anjahamana, Anivorano Est, Ambalabe, Brickaville, Vatomandry, avec des fokontany cibles dans chaque Commune.

Autre que leur participation dans le comité de pilotage, les CTD assurent la facilitation des interventions de l'équipe du projet PIA sur le terrain, depuis le niveau régional jusqu'au niveau des Fokontany. Selon le cas, le projet PIA à travers les partenaires (ANAE & AIDES) met en place un accord de collaboration avec les CTD auquel chaque partie respecte bien ses engagements. Les autorités administratives sont toujours impliquées, ou au moins informées, lors des événements organisés par l'équipe et les partenaires du projet sur le terrain (*Ateliers, mission de suivi, etc*). Tous les Maires lors de l'évaluation à mi-parcours confirment que la collaboration avec le projet PIA est bonne. Autres que les actions techniques et opérationnelles, il y a également dotation des moyens de déplacement aux autorités locales (Maires).

Les Bénéficiaires

Les bénéficiaires du projet PIA sont très diversifiés, selon la nature des activités : ce sont des collectivités, des Agriculteurs et des ménages ruraux qui sont à la fois des pépiniéristes et/ou des planteurs de bambou, des artisans, ...

Dans la plupart des cas, le projet établit des contrats avec les bénéficiaires. Ces derniers confirment que les engagements du projet PIA dans les conventions sont quasi-respectés (*paiement des apports du projet, fourniture de plants etc...*). De ce fait, les bénéficiaires sont tous bien motivés et intéressés par la mise en œuvre des activités du projet PIA. Malgré leur faible niveau de scolarisation, notamment le cas de ceux de la Commune d'Ambalabe, les bénéficiaires du projet PIA adoptent bien les actions, parce qu'ils sont conscients eux même de la dégradation des ressources et de leur milieu

environnant. La valorisation des terres dégradées, avec la plantation de bambou fait partie également des facteurs principaux de motivation.

Pareilles pour le cas des autorités locales, qui sont bien impliquées dans la démarche du projet, en accompagnant et/ou facilitant les interventions du projet dans leur territoire respectif.

Qualité des suivis : existence, précision, flexibilité ...

Le personnel cadre de l'UCP et les partenaires réalisent des suivis systématiques au moins une fois par trimestre. Sinon, l'équipe de coordination régionale effectuée également des missions de suivi, avec ou sans l'équipe de l'UCP centrale. La visite de l'équipe du projet est très fréquente, surtout avec la mobilisation de l'équipe locale du MEDD et de ses partenaires. Cependant, en termes de nombre de personnel d'intervention, l'équipe de AIDES est beaucoup plus renforcée par rapport à ANAE, alors que le volume d'activités n'est pas différent.

Le mode de suivi et de fonctionnement sur les sites varie également d'une entité à une autre. A titre d'exemple, l'équipe de AIDES assure un suivi systématique par l'équipe de Tanà, avec 1 à 2 descentes par mois d'accompagnement et 1 par trimestre pour le suivi -évaluation. Les partenaires mettent en place des équipes locales qui assurent le suivi et l'accompagnement des bénéficiaires dans la mise en œuvre des activités. Il y a des agents vérificateurs recrutés localement sur le site de plantation. Cependant, les planteurs souhaitent que ces agents de suivi fassent partie des paysans planteurs eux-mêmes, et non pas d'autres personnes qui ne s'y investissent pas. Le temps de travail est un peu aléatoire, sachant qu'il y a qu'un seul technicien mobilisé par ANAE pour le site Ambalabe et Anjahamana, qui sont très éloignés l'un de l'autre alors qu'il y a une équipe autonome pour AIDES à Brickaville et Vatomandry, avec un accès plus facile. Les équipes terrain contribuent également à la production de rapport périodique.

Le suivi réalisé durant les deux premières années est un peu décalé par rapport au calendrier initial, et n'a pas été fait à temps. Les équipes de Tanà sont venues sur le terrain, plutôt durant les événements stratégiques du projet (atelier de lacement, atelier de réflexion sur le FDR avec la région ...).

3.3.2. Les objectifs et les résultats atteints par rapport aux prévus

A moyen termes, le projet PIA vise 3 000 Ha de terres aménagés et sous GDT, 1 000 Ha d'habitat de la Biodiversité conservé et 2 000 ménages utilisant de l'énergie renouvelable. A ce stade, ces objectifs à moyen termes ne sont pas atteints parce qu'ils dépendent de la réalisation de la totalité des activités, ce qui reflète aux modalités de définition des indicateurs du projet et à la planification des activités.

Dans son ensemble, le niveau de réalisation des activités du projet PIA est estimé à 54%, avec un niveau d'avancement de 63% pour la Composante 1 ; 42% chacun pour la composante 2 et la composante 3, et 69% pour la composante transversale. Cette estimation montre que la réalisation des activités est en bonne voie. Cependant, certaines activités sont à renforcer et à suivre de près, notamment celles de la composante 2 et de la composante 3 où se concentrent la plupart des activités physiques sur le terrain.

Le niveau de mise en œuvre des activités regroupés par résultat est décrit dans le §4.1 et les détails par activité en

Annexe 4. Les réalisations et les résultats attendus à ce stade d'évaluation à mi-parcours sont décrits dans le tableau ci-après (Tableau 5).

Résultats attendus	Résultats atteints / réalisations
1.1 un mécanisme de coordination multi-acteurs / intersectoriel pour la GDT, la BD et l'énergie durable, mis en place et opérationnel au niveau des deux districts en accord avec les autorités et administrations locales	- Le mécanisme de coordination multi-acteurs est en place - La feuille de route intégrant GDT, BD et énergie durable élaborée et adoptée au niveau régional ; - De bonnes pratiques en matière de sécurisation foncière ont été identifiées lors de l'atelier de consultation des parties prenantes ; - Les documents de base sur les options du mécanisme de financement durable sont disponibles.
1.2 Le cadre réglementaire (1. <i>Code de l'environnement de l'Environnement de Madagascar</i> , 2. <i>Stratégie nationale d'agroécologie</i> et 3. <i>Politique nationale de l'environnement pour le développement durable</i>) est rédigé / amendé pour renforcer la GDT, l'intégration de la BD et l'énergie durable	- Les lignes directrices pour l'élaboration du code de l'environnement - Analyse des lacunes du PNEDD actuel - Stratégie nationale d'Agroécologie élaboré et disponible pour transmission au Ministère en charge de l'Agriculture - Un document de politique directive pour l'intégration de la GDT et BD dans la programmation et planification nationales et locales est disponible
1.3 Les connaissances des parties prenantes sur la gestion des ressources naturelles aux niveaux national, régional, de district et municipal sont améliorées et les données pour soutenir la gestion durable de la biodiversité et des ressources forestières de la région d'Atsinanana sont collectées et disponibles à la fin du projet	- Conception de tous les outils nécessaires pour développer le partenariat avec les médias - Support de formation environnementale pour Les journalistes disponible - Document de référence sur les données à l'appui des options de gestion durable des terres, BD et énergie, disponible
1.4 La capacité des institutions est renforcée dans tous les secteurs pour collaborer et gérer le paysage de la région d'Atsinanana	- Développement d'outils de formation - Organisation de deux ateliers d'échange et de concertation avec la plateforme des cellules environnementales des ministères sectoriels - Développement de la partie du guide sur la gestion des bassins versants et de la partie sur l'agroécologie en pratique, disponibles
1.5 Développement de deux plans d'action sectoriels (agriculture, énergie) intégrant les dimensions de la biodiversité, l'énergie durable et la	- Activités en cours, confiées à la Direction Régionale en charge de l'Agriculture et à la Direction Interrégionale en charge de l'Energie.

Résultats attendus	Résultats atteints / réalisations
GDT	
1.6 Plans de développement municipal élaborés pour 4 municipalités de la région d'Atsinanana intégrant la BD, l'énergie durable, la GDT et les leçons apprises pour une mise à l'échelle à d'autres municipalités	- Un Guide de renforcement des capacités de la commune, en tant que maître d'ouvrage du processus d'intégration de l'environnement dans la planification communale, élaboré - PCD pour la commune urbaine de Vatomandry et PCD mis à jour pour les communes rurales Ambalabe et Anjahamana. Ces documents feront l'objet incessamment d'une remise officielle auprès des autorités concernées par les responsables au sein du MEDD
2.1 Accords de conservation conclus par le MEDD et les communautés locales ayant pour résultat la conservation et la gestion active d'au moins 3 500 ha d'habitats de biodiversité d'importance mondiale.	- Le comité technique de rédaction des conventions est déjà opérationnel. - Les conventions sont mises en place avec 2 Communautés de Base.
2.2 Au moins 500 ha de terres dégradées adjacentes ou à l'intérieur de forêts identifiées à haute valeur pour la conservation, restaurées à l'aide d'espèces indigènes et adaptées avec du bambou si nécessaire.	- Les sites à restaurer ont déjà été identifiés et les pépinières sont installées sur les deux sites, Ambalabe et Anjahamana.
2.3 Au moins 4.800 ha de terres cultivées sont sous GDT	- Les technologies à développer, les villages tests et les paysans tests ont déjà été identifiés. - Les actions de renforcement des capacités ont déjà commencé. - Le démarrage des activités sera prévu pour la campagne agricole 2022-2023.
2.4 Les communautés locales sont habilitées à prendre des décisions sur la gestion des services écosystémiques	- Les réseaux de praticiens et de vulgarisateurs et leurs besoins en formation ont déjà été identifiés.
3.1: Rapport sur l'évaluation de l'énergie rurale disponible pour la région d'Atsinanana d'ici la fin de l'année 2 de mise en œuvre du projet	- Le rapport d'étude est disponible
3.2: Développement d'une stratégie d'engagement du secteur privé / communautaire pour transformer le secteur de l'énergie dans la région d'Atsinanana vers l'utilisation de technologies énergétiques durables	- L'étude pour définir la stratégie d'appui à la mise en place de la chaîne d'approvisionnement des intrants favorisant les technologies de GDT a déjà été réalisée. - La mise en œuvre de la stratégie est une activité continue.

Résultats attendus	Résultats atteints / réalisations
3.3: Une formation sur les combustibles alternatifs et les foyers améliorés est dispensée aux communautés locales et aux particuliers	- Deux ateliers de Recherche et de Développement pour la formation des artisans sur le FA construits, équipés et opérationnels dans les deux chefs-lieux de districts, Brickaville et Vatomandry ; - 7 Artisans identifiés et opérationnels dans la Recherche et Développement des FA au niveau des 2 ateliers : 3 artisans à Brickaville et 4 à Vatomandry ; - Des formations prévues pour les membres des communautés, après conclusion de la recherche.
3.4: Démontrer des technologies énergétiques efficaces et renouvelables dans les districts de Brickaville et de Vatomandry de la région d'Atsinanana: (i) 3 000 ménages adoptent l'utilisation de cuisinières à haut rendement énergétique & Foyer Amélioré; (ii) un village électrifié avec un générateur de gazéification en bambou de 25 kW	- Production et diffusion de FA en attente des résultats de la Recherche et Développement menés auprès des 2 ateliers ç Brickaville et à Vatomandry ; - Lieu d'implantation de la future centrale à gazéification identifié, après changement de site à Antseranambe et non pas à Anivorano Est. - Des consultations et des échanges ont été menés principalement avec l'Agence de développement de l'électrification rurale (ADER/MEH). - Le processus de mise en place de la centrale en cours de préparation (<i>Etudes d'impacts, Etudes d'Avant-Projet Sommaire, Avant-Projet Détaillé, etc</i>)
3.5: 300 ha d'espèces d'arbustes et de bamboueraies créés pour la consommation d'énergie et les services du bois	- 3 Vagues de plantation de bambou réalisées dans la Commune d'Anivorano Est (120 Ha) ; - Les dernières vagues en phase de préparation (<i>les plants sont prêts auprès des pépiniéristes, qui sont décentralisés à proximité des sites de plantation</i>).
3.6: Technologies transférées, adaptées et produites localement dans le cadre de l'activité de l'entreprise locale	- Outil pour la campagne de sensibilisation du secteur privé, développé
4.1 : Coordination et gestion, visibilité et pérennité du projet	- Des actions sont prévues chaque année pour assurer la coordination et la visibilité du projet. - Comme le projet dure 04 ans, 50% correspond à la moitié des actions prévues
4.2 : Suivi et évaluation du projet	- Deux audits annuels ont été réalisés pour 2020 et 2021 - Evaluation à mi-parcours du projet en cours
4.3 : Communication du projet	- 06 des suivis trimestriels sont effectués - (i) une stratégie de communication assortie d'un plan de communication est disponible ; (ii) divers outils de communication et de sensibilisation élaborés et diffusés.

Résultats attendus	Résultats atteints / réalisations
4.4 : L'approche genre est appliquée et l'engagement des parties prenantes acquis, lors de la mise en œuvre du projet	- Divers outils de sensibilisation conçus et diffusés - Les femmes participent aux activités du projet et font partie des bénéficiaires. Cependant, le niveau d'implication et de participation reste encore < 50% - (i) document de stratégie d'intégration du Genre ; (ii) plan d'engagement des parties prenantes ; (iii) des manuels de formation et de sensibilisation sur le Genre et son intégration dans la Gestion Durable des Terres, de la Biodiversité et la promotion des énergies durables sont disponibles et ont été utilisés pour des séances de formation organisées relatives à ce thème ; (iv) des ateliers de sensibilisation sur l'importance de l'intégration de l'approche genre ont été réalisés.

Tableau 5 : Réalisations du projet PIA au moment de l'évaluation à mi-parcours

3.3.3. Difficultés rencontrées et solutions adoptées par les acteurs

Lors de la mise en œuvre des activités, chaque partenaire et/ou acteur a rencontré des difficultés qu'ils ont évoqués dans les rapports d'activités et confirmés lors des entretiens. Des solutions ont été adoptées par eux même pour surmonter les problèmes et mieux avancer dans la mise en œuvre des activités (Tableau 6).

Acteurs concernés	Difficultés rencontrées	Mesures prises et perspectives pour les surmonter
Dés difficultés techniques et pratiques		
Planteurs de bambou	Des coûts supplémentaires sont survenus lors de la plantation de bambou durant la saison sèche (besoin d'ombrage, qui est un travail de plus mais qui n'a pas été pris en compte par le projet). Le transport des plants jusqu'aux parcelles n'a pas été subventionné par le projet. Certains plannings de distributions de plants n'ont pas été respectés La manutention des plants transportés par camion et par bateau a fait beaucoup de dégâts. Le taux de mortalité des plants est élevé, liés au	Les paysans planteurs de bambou ont investi avec leurs propres moyens pour rattraper les tâches non prévues par le projet. De telles difficultés ne concernent pas tout le monde mais seulement une partie qui se trouve dans des sites à accès difficiles. L'initiative est un indicateur de motivation des paysans concernés.

Acteurs concernés	Difficultés rencontrées	Mesures prises et perspectives pour les surmonter
	transport sur une longue distance et à la période de plantation. Le taux de mortalité des plants varie d'un paysan à un autre, de la vague de plantation, de la saison et de l'emplacement des pépinières.	
	Les compositions de terreau mal faites, avec trop de sables par rapport aux argiles, ce qui entraînent un "problème de pots" lors des manutentions. Les pépinières de Maromamy Brickaville ont un taux de réussite inférieur à celui des pépinières d'Anivorano.	Une partie de la pépinière de Maromamy Brickaville est décentralisée à Anivorano, pour se rapprocher des terrains de plantation.
AIDES	Barrières culturelles : certains paysans n'acceptaient pas la plantation de bambou au début de l'intervention.	L'équipe du projet a recouru aux activités de sensibilisation, en impliquant la Commune et les fokontany.
Des difficultés dans l'organisation et la coordination des activités		
UCP, AIDES, ANAE, DREDD Atsinanana	Coordination et communication insuffisantes entre l'UCP et les partenaires (AIDES & ANAE) ainsi qu'entre les partenaires eux même, entraînant quelques incohérences dans la démarche des activités : des plannings qui se chevauchent, l'équipe terrain n'est pas au courant de planning de l'UCP, quelque retard dans la mise en œuvre des activités de suivi durant l'année 2022. Exemple : recrutement de l'AIDES à Brickaville non communiqué à la DREDD Atsinanana, alors que des dossiers de candidature y ont déposé.	Pas de mesures spécifiques prises L'équipe de la DREDD essaie de dresser des TDR puis les envoyer à l'UCP (<i>les demandes de missions de suivi envoyées à l'UCP sont toujours acceptées</i>)
ANAE & AIDES	Lecture différente du planning des activités entre l'UCP et les partenaires : début des interventions à partir de la date de signature du mémorandum pour les partenaires (ANAE & AIDES) contre début des interventions dès la date de démarrage défini dans le prodoc (sachant le mémorandum est signé 1an après la date de démarrage du projet, alors que les différents calendriers et deadline ont été identifiés avant la signature du mémorandum.	Les partenaires ont établi leur planning approprié à leurs interventions et ont tenté de tenir les deadlines de chaque activité autant que possible

Acteurs concernés	Difficultés rencontrées	Mesures prises et perspectives pour les surmonter
	Dès fois, les Maires sont trop autoritaires et ont tendance à influencer l'équipe du projet sur le choix des bénéficiaires, impactant sur la mise en œuvre des activités du projet (<i>exemple : le choix des personnes cibles pour bénéficier les appuis / formations octroyés par le projet, la participation aux ateliers etc</i>),	Implication des maires ou des représentants des Communes dans toutes les démarches du projet.
ANAE	Les 2 sites d'interventions sont très loin, avec un accès très difficiles (Cas de la Commune Rurale d'Ambalabe – Vatomandry et de la Commune d'Anjahamana – Brickaville) : les suivis sont très limités et les organisations sont difficiles à mettre en place ; dépendance au moyen unique de transports par bateau en cas de chargement. La 'accès en moto est faisable uniquement quand il n'y a pas de bagages et durant la saison sèche.	Planifier les déplacements et intensifier les interventions sur ces sites enclavés durant la saison sèche. Des déplacements ponctuels sont calés avec la disponibilité de bateau pour le cas de Ambalabe Recours à la marche fréquemment
	Dans les activités de restauration forestière, ce sont les espèces forestières qui sont priorisées par le projet dans ses objectifs.	Lancement des cultures de rente : café, girofle, cannelle.
	Un seul technicien est recruté pour assurer le suivi des 2 sites (Brickaville et Vatomandry), alors que la nature ""recherche et expérimentation"" des activités du projet a besoin d'un suivi intense.	Valorisation des compétences locales en formant des « <i>Paysans Encadreurs</i> » pour la restauration écologique et des « <i>Formateurs locaux</i> » en Agroécologie pour renforcer l'intervention du technicien du projet. Mobilisation et regroupement des bénéficiaires au chef-lieu de district pour certaines activités (<i>formation théorique</i>), mais pas souvent parce que cette option coûte plus cher.
AIDES & Commune Rurale Anivorano Est	Au début des interventions, le manque de matériels et d'équipement a ralenti un peu l'avancement des activités (<i>exemple : collecte des données sur les parcelles se fait manuellement</i>). Il y a aussi des perturbations liées au climat de la région (pluie) et des événements socio-culturels (<i>exemple : décès au village</i>) limitant le temps de travail et la mise en	Le nombre de jours de travail sur le terrain est renforcé, en travaillant même les jours de Week end pour rattraper les retards, mais aussi de profiter de la disponibilité des paysans.

Acteurs concernés	Difficultés rencontrées	Mesures prises et perspectives pour les surmonter
	œuvre des activités	
	La procédure administrative liée à l'électrification rurales dans la Commune Anivorano Est est compliquée, sachant que ce site dispose déjà d'une concession selon l'ADER. En plus, le nombre de ménages dans le chef-lieu de la commune est supérieur à la capacité de la centrale à gazéification (<i>900 clients potentiels contre 200 clients seulement prévu par le projet PIA</i>)	Changement de site d'implantation de la centrale à gazéification vers le fokontany Antseranambe, toujours dans la même Commune, avec un nombre de bénéficiaires ajustés à la capacité de la centrale. La Commune Rurale d'Anivorano Est recourt à l'électrification du chef-lieu avec un autre projet d'énergie solaire (en cours de négociation)

Tableau 6 : Difficultés rencontrées par les différents acteurs et les mesures prises

3.3.4. Qualification des communications

Communication en interne

La communication entre UCP et les partenaires de mise en œuvre se passe bien, selon les avis des représentants de chaque partenaire. L'UCP est très attentive et ouverte à tout échange sur le déroulement du projet. La rencontre de l'UCP avec les partenaires de mise en œuvre se fait systématiquement lors des réunions de coordination, au moins deux fois par an. En cas de besoin, les partenaires n'hésitent pas d'envoyer des mails ou d'appels téléphoniques directement à l'UCP (au Coordinateur ou au Responsable technique du projet PIA), et ces derniers régissent bien dans le meilleur délai.

La communication entre les partenaires de mise en œuvre est rare, voire inexistant. Dans la plupart des cas, AIDES et ANAE réalisent leurs activités chacun dans leur coin et de leur propre manière. Le même cas est valable également entre les partenaires et l'équipe de la composante 1 (il y avait des cas où deux entités mobilisent des mêmes bénéficiaires à un même moment sans se connaître des activités entre eux). En cas de conflits ou de chevauchements d'activités, les équipes sur le terrain se voient pour trouver des solutions collectives localement.

Sinon, entre l'équipe de la DREDD et l'UCP, la communication se passe plutôt dans un sens, c'est à dire de la DREDD vers UCP, et moins dans l'autre sens. L'équipe de la DREDD informe toujours l'UCP lors de la mobilisation de l'équipe régionale dans la mise en œuvre des activités du projet PIA, en y adressant des TDR de leurs missions. Jusqu'à présent, toutes les demandes de mission envoyées par l'équipe de la DREDD à l'UCP ont été tous approuvée par cette dernière. Par contre, l'équipe de la DREDD Atsinanana est rarement informée de la mobilisation de l'équipe de l'UCP dans la région, et limite la mobilisation de l'équipe régionale lors de ces missions.

Et enfin, la relation de l'équipe du Projet PIA (*UCP / DREDD / Cantonnement / Partenaire de mise en œuvre*) avec les Bénéficiaires est très appréciée par les paysans concernés eux même. La mission et les actions développés par le projet sur le terrain sont comprise par l'ensembles des communautés, grâce à la présence de l'équipe du projet sur le terrain, l'organisation des réunions d'information et de sensibilisation sur des activités spécifiques.

Communication en externe du projet

Le projet PIA optimise les événements au niveau national et régional pour communiquer sur les activités en cours et les réalisations du projet. Le projet dispose également de canaux de communication spécifique pour une large diffusion des activités du projet, à travers la revue qui sort deux fois par an, la participation de l'équipe du projet aux événements nationaux et régionaux. Depuis la première année de mise en œuvre, le projet PIA dispose des outils de communication prêts à l'utilisation lors des événements marquant sur les thématiques : journée mondiale de l'environnement, etc...

Le niveau de réalisation des activités du projet est estimé à 54%. Les résultats sont atteints partiellement. Par contre, les indicateurs de l'objectif final ne peuvent pas encore être évalué à ce stade, sachant que la plupart des activités sont en cours.

3.4. Efficience

« Les ressources du projet PIA sont-elles utilisées de manière optimale ? »

Cette partie consiste à analyser le rapport entre coûts/bénéfices c'est-à-dire d'évaluer si les coûts du projet étaient justifiés par les bénéfices atteints.

3.4.1. Estimation des coûts des interventions et des réalisations

Le montant du financement du FEM pour le projet PIA est de 3 789 955 USD. La date du premier décaissement a eu lieu le 2 décembre 2020. Les dépenses totales du projet jusqu'au 31 Décembre 2022 est évalué à 1 854 840 \$, soit environ 49 % du budget total.

Répartition du budget par composante	Budget alloué (\$)	Soit (%) du budget total	Dépenses réalisées à mi-parcours (31 Déc. 2022), en \$	Soit (%) du budget alloué	Réalisations technique à mi-parcours (%)	Observations
Composante 1	479 200	13%	276 653,00	58%	67%	Réalisations en bonne voie
Composante 2	1 757 295	46%	843 501,60	48%	48%	Réalisations à la limite du budget
Composante 3	1 196 308	32%	520 393,98	44%	42%	Besoin d'un suivi de près pour les réalisations à venir
Composante transversale	357 152	9%	214 291,20	60%	63%	Réalisations en bonne voie
TOTAL	3 789 955	100%	1 854 840	49%	55%	Réalisations en bonne voie dans l'ensemble du projet

Tableau 7 : Répartition des coûts et des réalisations des différentes composantes du Projet PIA

Le montant de budget alloué à la mise en œuvre de la composante 1 est de 479 200\$, ce qui représente 13% du budget total du projet. Ce montant est bien ajusté au volume des activités de la composante 1. Au stade mi-parcours, le niveau de réalisation financière est de 58% du budget. Le

ratio réalisations financières / réalisations technique est bon. La situation est la même pour le cas de l'avancement des activités de la composante 4.

Ensuite, les ressources financières affectées à la mise en œuvre de la composante 2 est de 1 757 295 \$, soit 46% du budget total. Dans ce cas, cette composante représente presque la moitié du volume financier des activités du projet. A ce stade de mi-parcours, les dépenses sur cette composante s'alignent bien avec le niveau de réalisations techniques. Ce rapport de réalisation est quand même à la limite, c'est-à-dire que la mise en œuvre des activités de la composante 2 pourrait se retrouver dans un état critique en cas de moindre difficultés.

Et enfin, pour le cas des activités de la composante 3, le financement attribué représente 32% du financement total du projet. A ce stade d'évaluation à mi-parcours, le niveau de réalisations techniques est légèrement inférieur à celui des réalisations financières (44% dépensés contre 42% de réalisations). Une telle situation peut être considéré comme fragile et pourrait exposer le projet à un risque de retard ou même d'échec en cas de difficultés. Une grande partie des activités de la composante 3, liée à la mise en place de la centrale électrique, nécessite un suivi de près par l'UCP et le partenaire de mise en œuvre pour anticiper la résolution de ce problème.

3.4.2. Appréciation sur le temps de travail par rapport à l'utilisation des ressources financières

La mise en œuvre des activités de la composante 1 ne présente aucune difficulté dans le temps de travail. Le budget alloué à la mise en œuvre des activités sont gérées directement par l'UCP. Lors de leur mobilisation, l'équipe de mise en œuvre auprès de la DPRIDD et de la DREDD Atsinanana préparent chacune leurs TDR et les adresse directement à l'UCP, avec les besoins et tous les nécessaires à la mise en œuvre de leurs activités. Ce mode de gestion est bien adapté, sachant que le mécanisme fonctionne à l'intérieur même du MEDD.

Dans le cas des activités de la composante 2, le démarrage des activités sur le terrain est un peu tard par rapport au calendrier prévisionnel du projet. Le montant attribué aux activités de la composante 2 est à la limite des besoins.

Pour la composante 3, le rythme de travail des partenaires était un peu élevé au début de leurs interventions, et entraîne une difficulté dans la planification et l'organisation de certaines activités. A titre d'exemple, le rythme de plantation de bambou a été accéléré lors de la 1^{ère} vague. Ce rythme de travail s'est stabilisé depuis la deuxième année de mise en œuvre. Comme le cas de ANAE, sur la composante 2, le budget pour la mise en œuvre de la composante 3 est trop juste pour le fonctionnement et les activités. De ce fait, AIDES confirme l'importance de la gymnastique sur la gestion de leur budget, et essaie de maintenir autant que possible les activités prévues. Ils jouent plutôt sur la réduction de certains achats pour équilibrer la gestion des dépenses (*exemple : matériels roulant/ moto*).

3.4.3. Les risques et leur prise en compte par le Projet

Dans la plupart des cas, les plantations réalisées pendant la saison sèche (Septembre à Novembre) ont un taux de réussite faible par rapport aux plantations réalisées en dehors de cette période. Malgré les affirmations des paysans, le taux de réussites des plantations communiquées par les

paysans est supérieur à 90% (A confirmer avec les données des agents vérificateurs, qui n'ont pas encore les données complets). Les sols dans les sites d'intervention du projet est confirmée par les paysans, ainsi que les indicateurs de la couverture végétale. Les partenaires du projet ont choisi et adapté des itinéraires techniques prenant en compte cette pauvreté de sols : association culturale.

L'éloignement de la commune et l'accès dans la zone enclavée est un grand risque pris en compte et surmonté par le projet. Malgré le problème d'accès (Anjahamana et Ambalabe), le projet a réussi à mobiliser les acteurs / bénéficiaires, ainsi que d'accéder dans tous les sites, grâce aux expériences et aux motivations des partenaires du projet dans la mise en œuvre de leurs actions respectives.

La production d'énergie électrique à partir de la technologie de gazéification à base de bambou dans le cadre du projet PIA est une première intervention à Madagascar. L'issue de cette technologie reste à découvrir, sachant que la plupart des usines à gazéification à biomasse de son de riz n'a pas duré (cas d'une exploitation dans la Région Alaotra Mangoro). A part le risque lié à l'aspect technique, il y a également le risque lié à la démarche administrative que doit suivre le projet PIA, dès la phase d'étude jusqu'à l'obtention de l'autorisation d'exploitation et l'opérationnalisation de la centrale.

Le projet PIA est moyennement efficient, sachant que les réalisations financières sont proportionnelles avec le niveau de réalisations techniques. Cependant, certaines activités sont à suivre de près, notamment celles qui sont volumineux par rapport au délai restant du projet

3.5. Effets / impacts

« Quelles différences font-elles les interventions dans le cadre du projet PIA ?

Les critères des effets et impacts est une mesure selon laquelle les bénéfices nets de l'intervention perdureront ou sont susceptibles de perdurer, que ce soit dans le temps que dans l'espace.

3.5.1. Appropriation des activités par les bénéficiaires

Les reboisements et l'agroforesterie sont très appréciés par les bénéficiaires pour des raisons divers : l'approche du projet est beaucoup plus individuelle ; les techniques proposées par le projet PIA sont basées sur l'amélioration de la fertilité des sols et de la productivité agricole. Avec la restauration écologique, ils comprennent qu'ils peuvent rester sur les mêmes parcelles, grâce aux techniques diffusées par le projet PIA. L'arrivée des nouvelles variétés de cultures apportées par le projet est également appréciée. Dans tous les sites d'intervention, il y a toujours des bénéficiaires qui sont très motivés et qui sont en avance par rapport aux autres, grâce à la formation octroyée par le projet. Ces paysans formés peuvent assurer la continuité et la mise à l'échelle après le projet, en les transmettant aux voisins (taches d'huile).



Photo n° 2 : Parcelle des plantations de Bambou, installée en Novembre 2022

Les planteurs de bambou souhaitent bénéficier des formations sur la production de plants et la mise en place des pépinières afin d'assurer par eux-mêmes la production des plants de bambou. Pareil pour la transformation et la valorisation des bambous tels que la carbonisation, la fabrication de planches et d'autres usages. Il reste à découvrir la suite de la chaîne sur la commercialisation des produits. Le nombre de demande de plantation de bambou est en hausse, dans la commune de Brickaville (Extension vers deux autres nouvelles communes, à Antsampanana et à Nierenana), en dehors des zones d'interventions prévues par le projet. Cette augmentation de demande peut être liée à la réservation des terres, face aux différents enjeux sur le foncier.

Les activités du projet sont très appréciées par le service de cantonnement parce qu'elles renforcent les tâches et les missions du service. Les bénéficiaires du projet sont très collaboratifs et motivés. Ils sont toujours présents lors des suivis effectués par l'équipe de la DREDD. L'UCP a mis à la disposition de l'équipe locale des outils nécessaires à

la mise en œuvre des activités spécifiques : genre et développement durable, gestion financière....

Les autorités locales des sites d'intervention sont très dynamiques et impliquées dans toutes les démarches (sensibilisation, prise de décision collective, avec les Chefs de fokontany).

La population de la Commune d'intervention connaît bien le projet PIA. Les femmes sont actives et impliquées dans la valorisation des terres, que ce soit dans le développement de la filière bambou que sur les aménagements agroécologiques. Par contre, il n'y a pas de femmes dans les participants à la formation sur les foyers améliorés.

Les activités du projet PIA peuvent s'étendre facilement dans l'ensemble de la Commune, sachant qu'il n'en reste qu'un seul fokontany non bénéficiaires. Cependant, cette continuité dépendra de l'existence de marché pour commercialiser les produits ou d'un financement pour payer les pépiniéristes. Il y a déjà des échanges entre les paysans eux même, mais les échanges restent encore à l'intérieur des sites d'intervention du projet.

La mise à l'échelle des actions du projet PIA est envisagée pour d'autres 19 Communes. Le service cantonnement bénéficie des moyens et des ressources ainsi que des nouvelles connaissances et compétences techniques à travers des formations octroyées par le projet à ses bénéficiaires (exemple technique de production de bambou en pépinière, qui n'est pas habituel dans les activités annuelles du cantonnement).

3.5.2. Les effets des actions du projet PIA

Au niveau des exploitants agricoles et des paysans, Il n'y a pas encore d'impacts physiques du projet PIA constatés sur les bénéficiaires, parce que la plupart des actions sont encore en cours pour le début de l'année 2023. Par contre, ceux qui ont participé aux activités du projet deviennent motivés et ont suivi bien les instructions recommandées par les équipes du projet. Ces comportements, qui sont souvent difficile à changer, font partie des impacts indirects. Les motivations des acteurs et des bénéficiaires sont constatées lors des formations et de renforcement de capacité sur des thématiques divers (*agroforesterie, pépinières, plantation de bambou, fabrication de foyer amélioré...*).

Sur le plan institutionnel, les actions portées dans le cadre du PIA ont permis à l'équipe de la DREDD de renforcer les activités classiques dans leurs zones d'intervention, telles que la sensibilisation, la formation, la lutte contre les feux de brousse. L'implication d'une partie des personnels de la DREDD Atsinanana au projet PIA n'a pas d'impacts négatifs sur le fonctionnement habituel de l'institution, et la mise en œuvre des activités du PIA n'est pas une charge de travail de plus. Au niveau local, le service de cantonnement joue le rôle régalién pour accompagner les partenaires du projet dans la mise en œuvre de leurs activités, suivant la disponibilité de l'équipe du cantonnement. Cette implication du cantonnement devient un facteur favorable à l'accueil de l'équipe du projet par les communautés cibles des interventions.

Par rapport aux collectivités, les interventions du projet PIA ont des bienfaits sur les infrastructures et le fonctionnement des Communes : C'est le cas de la mise en place des ateliers de formation sur les FA, qui sont des propriétés de la Commune et restera pour les communes bénéficiaires après le départ du projet (Cas de la Commune de Brickaville et de Vatomandry). Entre autres, certains staffs de la commune ont bénéficié des formations et de renforcement de capacité grâce au projet PIA : pépinières, agroécologie et agroforesterie, production des plants autochtones. Les revenus apportés par les impôts sur la valorisation des terrains sont en hausse, grâce à la régularisation exigée pour la justification d'aménagement de mise en valeur (*jorolava*), cas de la commune rurales de plantation de bambou à Brickaville (Cas de la Commune Anivorano Est).

Les impacts physiques des activités du projet PIA ne sont pas encore visibles à ce stade de mi-parcours parce que les actions sont en cours. Cependant, des effets « soft » sont constatés vu les fortes motivations des acteurs et des bénéficiaires du projet, tant sur le terrain qu'au niveau des partenaires de mise en œuvre

3.6. Durabilité / viabilité

« Les bénéfices du projet PIA seront-elles durables ? »

La présente partie met en évidence des stratégies et la disponibilité des ressources et des capacités nécessaires pour assurer la continuité sur place afin de faciliter la viabilité à long terme de l'action. Il

s'agit d'évaluer l'implication à long terme des partenaires locaux et leur rôle dans la continuité des résultats obtenus. Comme le projet travaille étroitement avec les autorités locales, leurs rôles dans la continuité des actions du projet devraient être bien identifiés.

3.6.1. Transfert de compétences techniques aux CTD & STD

Les CTD et les STD sont impliquées dans toutes les démarches, depuis la région, les districts et surtout les Communes. La région et les districts sont mobilisés lors des grands événements (comité de pilotage, atelier de lancement au niveau régional et local), pendant lesquels les rôles de CTD sont rappelés tels que la facilitation des procédures administratives au niveau local, leurs rôles dans la lutte contre les feux de brousse. Des transferts de compétences se font déjà durant les différentes formations octroyées aux paysans, de la région, au personnel des ONG et des partenaires (MBG, MNP) sur les techniques AE et restauration forestière. Les personnes formées ont des profils Technicien et Paysan. Des techniciens du Min AE au niveau régional ont bénéficié également de ces types de formations.

L'UCP transmet aux équipes locales du PIA des outils nécessaires à la mise en œuvre des activités du projet aux autorités locales : genre et Développement Durable, des guides de renforcement de capacité. Puis ces derniers les transmettent leur tour. A part les paysans formés, il y a également des représentants de la Commune qui suivent les formations octroyées par le projet. Il y a une répartition des tâches entre le staff de la commune pour suivre les activités du projet. Un mécanisme de gestion de plainte est mis en place avec la Commune pour gérer les conflits de terrain dans le cas de Anivorano Est.

Les services cantonnement des deux districts ont dit qu'ils pourront travailler facilement avec ces pépiniéristes pour produire des plants à proximité des bénéficiaires, au niveau communes et fokontany. Pour le moment, ces pépiniéristes qui sont appuyés ou en collaboration avec le projet PIA travaillent juste pour produire des plants pour le compte du projet. Or, les pépinières constituent des atouts pour assurer la poursuite des activités, même au-delà de la période de mise en œuvre du projet.

Les communes bénéficiaires du projet PIA vont être les maitres d'ouvrages des infrastructures mises en place par le projet PIA, à savoir les centres de formation sur la fabrication de FA, la centrale à gazéification à base de biomasse de bambou...Les communes sont déjà formées et informées, notamment le cas de Brickaville et de Vatomandry, sur leur responsabilité liée à la gestion et la gouvernance de ces infrastructures.

3.6.2. Appréciation de la capitalisation, de la diffusion et de l'extension des pratiques



Les planteurs de bambou souhaitent constituer une coopérative des planteurs, afin de mieux s'organiser. Pour ne pas se contenter sur la plantation, ils souhaitent acquérir les autres techniques de développement de la

*Photo n° 3 : Des représentants des planteurs de Bambou
(Focus group - évaluation à mi-parcours, Mars 2023)*

chaîne d'approvisionnement en bambou : dès la production de plants, la transformation et la valorisation (de charbon, art et meubles, ...), et surtout la commercialisation de bambou. La mise en place des réseaux de bénéficiaires du projet est envisagée, auquel sera transmis les compétences techniques à travers des formations. L'intérêt des acteurs sur l'extension de leurs activités dans des zones non couvertes n'est pas encore visible à ce stade d'évaluation à mi-parcours.

La viabilité des résultats des interventions du projet est déjà prévisible, vu l'implication des membres des STD et des CTD dès le démarrage des activités du projet. Ces structures locales sont déjà préparées pour reprendre le relai et assurer la mise à l'échelle des actions après le projet PIA, en bénéficiant des formations et de renforcement de capacité octroyés par le projet PIA.

IV. ANALYSE DES REALISATIONS A MI-PARCOURS DU PROJET PIA

4.1. Niveau de mise en œuvre des activités

Dans cette partie, nous utilisons des codes couleurs ci-après pour qualifier l'avancement des activités et /ou des résultats.

Couleur

Qualification des résultats

- Verte La réalisation est satisfaisante (***objectif atteint dans le temps, avec un avancement > 75% à cette période d'évaluation à mi-parcours***), quel que soit la date prévue d'achèvement
- Jaune La réalisation est en bonne voie, mais avec des précautions sont à prendre pour pouvoir les terminer dans le temps (***niveau d'avancement entre >25% et < ou = 75% pour des dates d'achèvement au-delà de fin 2023***)
- Rouge La ***réalisation est en retard par rapport à la date d'achèvement prévue (avant Déc. 2022)*** ou bien ***un avancement de < 50% pour des activités à terminer avant fin 2023.***

Dans son ensemble, le niveau d'avancement sur les réalisations des activités du projet PIA est estimé à 54%, avec lequel il y a déjà des activités réalisées à 100%, mais il y a également des activités qui ne démarrent pas encore pour différentes raisons. Le taux de réalisation et d'avancement des activités sont alors différents d'une composante à une autre.

4.1.1. Niveau de réalisation des activités de la composante 1

A titre de rappel, les activités de la composante 1 consiste à renforcer les politiques nationales et le cadre juridique et institutionnel pour l'intégration de la biodiversité et la restauration des paysages.

Dans son ensemble, les activités de la composante 1 sont réalisées à 63% à cette période d'évaluation à mi-parcours, tandis que les activités qui devaient être terminés avant l'évaluation à mi-parcours est de 81%. De ce fait, il y a 3 activités en retard, qui ne sont pas réalisées dans le temps. Il s'agit de :

- L'activité 1.1.4, relatif à l'établissement d'un mécanisme pour la viabilité financière des principales activités du projet, qui est à 25% de réalisation (*Une activité à confier par l'UCP à un service de consultant, TDR en cours*) ;
- L'activité 1.3.3, relatif à la collecte des données pour soutenir les options de GDT et BD pour Atsinanana et création d'une base de données au niveau régional pour contenir les données collectées (*Activité confiée à la DREDD Atsinanana, réalisée à 45%*);
- L'activité 1.5.1, relatif au développement de deux plans d'actions sectoriels de l'agriculture et de l'énergie, intégrant la dimension de la biodiversité, de l'énergie durable et de la GDT (*Activité en cours, confiée aux Directions Régionales en charge de l'Agriculture et de l'Energie*).

A part ces activités, le reste des activités de la composante 1 ne présente aucun problème spécifique pour atteindre les objectifs avant la fin du projet.

Le Tableau 8 montre le niveau d'avancement des grandes lignes d'activités regroupés par résultats attendus de la composante 1 tandis que les détails des activités sont décrits en annexe.

Composante 1 : Résultats attendus	Achèvement prévu	Etat d'avancement à Mi-parcours	Observations
Résultats 1.1 : Mettre en place et opérationnaliser un mécanisme de coordination multi-acteurs/intersectoriel pour la GDT, DB renforcé au niveau du paysage du district d'Atsinanana en accord avec les autorités et administrations locales	31/12/2023	81%	Il reste une activité à terminer sur les 4 activités prévues (Détail en annexe 4)
Résultats 1.2 : Le cadre réglementaire (1. <i>Code de l'environnement de Madagascar</i> , 2. <i>Stratégie nationale d'agroécologie</i> et 3. <i>Stratégie nationale de gestion des terres</i>) est rédigé/modifié pour renforcer la GDT, l'intégration de la DB	30/06/2024	55%	Une activité sur les 3 prévues est réalisée dans le temps, les deux autres peuvent être bien faites dans le délai prévu. (Détail en annexe 4)
Résultats 1.3: Les connaissances des parties prenantes sur la gestion des ressources naturelles aux niveaux national, régional, du district et municipal sont améliorées et les données pour soutenir la gestion durable de la biodiversité et des ressources forestières dans la région d'Atsinanana sont collectées et disponibles à la fin du projet	Fin décembre 2024	62%	Une activité sur les 3 prévues est réalisée dans le temps. Les deux autres activités sont en bonne voie et dans le temps également. (Détail en annexe 4)
Résultats 1.4: La capacité des institutions est renforcée dans tous les secteurs pour collaborer et gérer le paysage de la région Atsinanana	Fin Décembre 2024	63%	Plus que la moitié des activités prévues est réalisée. Il reste des formations à compléter et/ou à renforcer. (Détail en annexe 4)
Résultats 1.5. Elaboration de deux plans d'action sectoriels (<i>agriculture, énergie</i>) intégrant les dimensions de la biodiversité, de l'énergie durable et de la GDT	Fin décembre 2024	25%	Les activités dans cette section sont en cours, en impliquant les Directions Régionales de l'Agriculture et de l'Energie. Les deux activités sont interdépendantes.

Composante 1 : Résultats attendus	Achèvement prévu	Etat d'avancement à Mi-parcours	Observations
Résultats 1.6: Quatre (4) schémas d'aménagement élaborés pour les communes de la région Atsinanana intégrant la biodiversité, énergie durable et GDT et enseignements transposés aux autres communes	Fin décembre 2022	95%	3 PCD élaborés et prêt à la remise aux Communes bénéficiaires (Anjahamana, Ambalabe et Vatomandry). Un Guide de renforcement des capacités de la commune, en tant que maître d'ouvrage du processus d'intégration de l'environnement dans la planification communale élaboré (Détail en annexe 4)

Tableau 8 : Etat d'avancement des activités de la composante 1

4.1.2. Niveau de réalisation des activités de la composante 2

Les activités de la composante 2 vise à améliorer la gestion de la biodiversité et des écosystèmes fournissant des services intégrés dans la gestion des paysages forestiers.

En partant les réalisations décrites dans le dernier rapport du projet en Décembre 2022 et les résultats des entretiens menés auprès des acteurs concernés, la réalisation globale des activités de la composante 2 est estimée à 42% environ à cette période d'évaluation à Mi-parcours. Cet avancement est à la limite pour un avancement à mi-chemin. Par contre, la plupart des activités qui sont censées être terminées durant la 1^{ère} partie (avant fin décembre 2022) ont été réalisées à temps, sauf la 2.2.3 (*Renforcer les études d'impact environnemental et conformer tous les projets ou investissements pour refléter l'état de la biodiversité sur la base de l'absence de perte*) et la 2.4.1 (*Développer et mettre en œuvre un programme de formation pour 80 représentants communautaires*).

Le taux d'avancement des activités qui devaient être terminées à cette période de l'évaluation à mi-parcours est de 72% (Décembre 2022). Les deadlines des autres activités sont prévus en Juin 2023 et en Décembre 2024, avec lesquelles il ne doit pas y avoir de souci pour les réaliser dans le délai imparti sous réserve de renforcement des interventions sur certaines actions (*c'est le cas des interventions sur les deux sites, Ambalabe et Anjahamana, qui sont très éloignés l'un de l'autre*).

Composante 2 : Résultats attendus	Achèvement prévu	Evaluation à Mi-parcours	Observations
Résultats 2.1 Accords de conservation entre le MEED et les communautés locales aboutissant à la conservation et à la gestion active d'au moins 2 500 ha d'habitats de biodiversité d'importance mondiale.	Fin Décembre 2022	75%	Une seule activité sur les 4 prévues est en attente de mise en œuvre
Résultats 2.2 Au moins 500 ha de terres dégradées adjacentes ou à l'intérieur de forêts identifiées à haute valeur de conservation restaurées à l'aide d'espèces indigènes et adaptées avec du bambou si nécessaire.	Fin Décembre 2024	42%	Les sites à restaurer ont déjà été identifiés. Des consultations locales ont déjà été menées. Le défi reste la validation des plans de restauration et les activités peuvent commencer.
Résultats 2.3 Pour les terres cultivées de production (4 800 ha ciblés) : Technologies développées, testées et infrastructures appropriées mises en place pour opérationnaliser la GDT selon les PGES développées, à savoir : (i) incorporation d'arbres fixateurs d'azote dans la monoculture annuelle ; (ii) l'amélioration des méthodes de plantation et l'utilisation de variétés à haut rendement ; (iii) une meilleure gestion de l'eau ; (iv) l'utilisation accrue d'engrais organiques et (v) la lutte intégrée contre les ravageurs.	Fin Décembre 2024	37%	Les technologies à développer, les villages tests et les paysans tests ont déjà été identifiés. Les actions de renforcement des capacités ont déjà commencé. L'enjeu reste l'application effective des pratiques une fois le calendrier pertinent au niveau des villages tests et des agriculteurs des deux communes d'intervention. Le démarrage des activités sera prévu pour la campagne agricole 2022-2023.
Résultats 2.4 : Les communautés locales sont habilitées à prendre des décisions concernant la gestion des services écosystémiques	Fin Décembre 2024	13%	Les réseaux de praticiens et de vulgarisateurs et leurs besoins en formation ont déjà été identifiés.

Tableau 9 : Etat d'avancement des activités de la composante 2

4.1.3. Niveau de réalisation des activités de la composante 3

Pour la composante 3, l'objectif est d'améliorer les systèmes de production d'énergie rurale et des services liés au bois afin de réduire la déforestation.

Selon les données et les rapports disponibles au sein du projet, recoupées avec les entretiens auprès du personnel de AIDES, les activités de la composante 3 sont réalisées à 42% dans son ensemble. L'avancement des activités est limité par celles qui sont liées à l'implantation de la centrale électrique à biomasse à laquelle d'autres activités sont dépendantes. Déjà, les activités qui devraient être terminées avant la période de l'évaluation à mi-parcours (avant Décembre 2022) sont réalisés juste à moitié, avec un taux d'avancement estimé à 53%. Il y a 7 activités sur les 12 activités de la composante qui devraient être terminées avant fin décembre 2022 sont en retard.

Les activités suivantes, qui devraient être terminées en Décembre 2021 et auxquelles dépendent la mise en œuvre des autres activités, ont connu de retard non négligeable :

- 3.4.2. Démonstration de technologies de foyers économes en énergie dans deux zones de chaque du district de *Vatomandry et de Brickaville (Cette activité dépend des résultats de recherche et développement sur les foyers améliorés, qui n'avait commencé qu'en début de l'année 2023) ;*
- 3.4.3. Réalisation d'une étude d'impact environnemental de l'installation et de l'exploitation de la centrale électrique de gazéification dans la communauté (*Cette activité est bloquée à cause de la difficulté sur l'identification du site d'implantation même si les TDR ont été déjà élaborés) ;*
- 3.4.4. Consultation du Ministère de l'Energie et des Hydrocarbures ainsi que l'autorité communale pour discuter du processus d'implantation de la centrale, la contribution de la municipalité, le modèle économique, et sur l'entité gestionnaire de la centrale (*Une activité finalisée au cours de l'année 2022) ;*
- 3.4.5. Elaborer une convention entre les principaux acteurs (*bailleurs de fonds, ministère en charge de l'environnement, de l'écologie et des forêts, ministère en charge de l'énergie avec l'agence de développement de l'électrification rurale / ADER et l'office de régulation de l'électricité / ORE, les communes*) et élaborer un plan d'action pour la mise en place de la distribution, de la commercialisation durable des énergies renouvelables après la gazéification du bambou dans les sites pilotes. La réflexion est en cours mais aucune convention n'est encore établie.

Les activités suivantes devaient être terminées avant fin 2022, mais ne le sont pas pour des raisons diverses, dont la dépendance aux activités ci-dessus en fait partie :

- 3.3.1. Formation dispersive sur les combustibles renouvelables comme alternative au combustible bois traditionnel et le rôle des foyers à efficacité énergétique améliorés dans la gestion de la GDT et des bandes dessinées, et évaluer les résultats de la formation (*Cette activité dépend surtout de la disponibilité de bambou exploitable dans les zones d'intervention du projet PIA, et donc dépend de la réalisation des plantations qui est en cours depuis la fin de l'année 2022*).

- 3.4.6. Soutenir l'établissement et la signature d'accords contractuels entre les propriétaires de plantations de bambou et l'opérateur de l'usine pour la fourniture de bois à l'usine (*Le retard de cette activité est évidente, parce qu'elle dépend de la disponibilité de l'opérateur / gestionnaire de l'usine, qui n'est pas identifié pour le moment*) ;
- 3.6.1. Faciliter le dialogue entre le secteur privé et les autres parties prenantes afin de réduire les coûts de transaction pour les investissements du secteur privé (*Cette activité dépend de la sélection de l'opérateur privé qui sera en charge de la gestion et de l'exploitation de la centrale électrique*)

Le niveau d'avancement par grandes lignes de résultats de la composante 3 est présenté dans le Tableau 10, et les détails par activité sont développés en annexe.

Composante 3 : Résultats attendus	Achèvement prévue	Etat d'avancement à mi-parcours	Observations
Résultats 3.1: Rapport sur l'évaluation de l'énergie rurale disponible pour la région d'Atsinanana d'ici la fin de l'année 1 de la mise en œuvre du projet	Fin Décembre 2022	100%	Toutes les activités dans cette section ont été réalisées à temps. Les rapports d'études sont disponibles
Résultats 3.2 : Élaboration d'une stratégie d'engagement du secteur privé/de la communauté pour transformer le secteur de l'énergie dans la région d'Atsinanana vers l'utilisation de technologies énergétiques durables	Fin Décembre 2024	35%	Un document de stratégie de chaîne d'approvisionnement de bambou est élaboré, avec des recommandations à mettre en œuvre d'une manière continue. La mise en œuvre des activités est en cours et est encore dans le temps.
Résultats 3.3 Une formation sur les combustibles alternatifs et les foyers améliorés est dispensée aux communautés locales et aux particuliers	Fin Décembre 2023	42%	Un matériel de formation sur la carbonisation est élaboré ; La réalisation de la séance de formation est en attente
Résultats 3.4 Démontrer des technologies énergétiques efficaces et renouvelables dans le district de Brickaville et les districts de Vatomandry de la région d'Atsinanana : (i) 3 000 ménages adoptent l'utilisation de foyer amélioré ; (ii) un village électrifié avec un générateur de gazéification de bambou de 25 kW	Fin Juin 2024	21%	La plupart des activités de ce R3.4 est en retard par rapport au calendrier initial du projet. Ainsi, elles doivent être prioritaires dans la suite du projet et le calendrier doit être ajusté avec la réalité sur les sites.
Résultats 3.5. Création de 300 ha d'espèces arbustives et de plantations de bambous pour la consommation d'énergie et les services du bois	Fin Septembre 2023	23%	120 Ha sur les 300 Ha de plantation de bambou prévues sont réalisées, soit 40%. Cependant, le soutien des acteurs à travers un mécanisme de financement durable est en attente, ce qui affaiblit le taux d'avancement de l'ensemble des activités
Résultats 3.6. Technologies transférées, adaptées et produites localement dans le cadre de l'activité de l'entreprise locale	Fin décembre 2024	19%	La mise en œuvre des activités dans R3.6 est en attente, sachant que la plupart des activités dépend de celles de R 3.4, qui sont en retard par rapport au calendrier initial du projet. Néanmoins, le temps d'achèvement prévu vers fin 2024 est jouable, lorsque les conditions sont remplies le plus tôt possible

Tableau 10 : Etat d'avancement des activités de la composante 3

4.2. Evaluation des indicateurs d'effets et d'objectifs

Dans certains activités, l'évaluation à partir des indicateurs de réalisation n'est pas pertinente pour une évaluation à mi-parcours, notamment pour le cas des activités dont les résultats ne sont pas cumulatifs pendant la phase de mise en œuvre du projet.

C'est le cas des indicateurs globaux du projet relatif à la superficie des terres sous gestion durable ainsi que la superficie d'habitat de la biodiversité conservé

Objectif / Résultats	Indicateurs	Niveau de base / de référence	Cible de fin de projet	Objectif à moyen terme	Réalisations à mi-parcours	Observations par rapport aux résultats
Optimiser la gestion durable de l'utilisation des terres, la conservation de la biodiversité et l'accès des communautés locales à la sécurité des énergies renouvelables et à l'atténuation du changement climatique à Madagascar	Superficie de terres sous gestion durable	0 Ha	4 800 Ha	3 000 Ha	ND	
	Superficie d'habitat de la Biodiversité conservé	0 Ha	3 500 Ha	1 000 Ha	ND	Convention de conservation établie avec 2 VOI
	Nombre de foyers utilisant des énergies renouvelables	0 foyer	3 000 Foyers	2 000 foyers	ND	
Résultat 1 : Politique d'activation et environnement institutionnel pour l'intégration de la GDT, de la conservation du BD et de la production d'énergie durable aux niveaux national, régional	Superficie des terres agricoles qui bénéficiera d'une gestion durable Résultat d'une politique d'habilitation améliorée et environnement	0 Ha	Au moins 239 000 hectares de terres forestières et agricoles et 4 conseils municipaux qui ont des plans de gestion pour guider les efforts de restauration et de conservation	Au moins 125 000 Ha de terres forestiers + 70 000 Ha de terres agricoles		Le processus de mise en place des actions sur la GDT et la Conservation de Biodiversité est en cours

et exécutifs communaux Intégrer la biodiversité et la restauration des paysages dans le XX en renforçant les politiques nationales, le cadre juridique et institutionnel	institutionnel					
	Intégration de la gestion des ressources naturelles dans les pratiques de production alimentaire (y compris des données ventilées par sexe sur la participation)	Aucun	Au moins 12 plateformes multi-acteurs opérationnelles mises en place dans les sites du projet ; plus un au niveau national (y compris des données ventilées par sexe sur la participation indiquant une représentation de 50 % d'hommes)	Données désagrégées par sexe sur la participation montrant 50% de la représentation des hommes et des femmes	6 Structures constituées / redynamisées au niveau régional : - 1 Cellule Environnementale Régionale - 1 Comité de coordination multipartite du projet PIA (Régional) ; - 4 Comités techniques de rédaction des conventions locales (conservation et foncier sur la plantation de bambou)	La désagrégation par sexe sur la participation montrant l'équilibre de la représentation entre homme et femme n'est pas bien mise en évidence pour les structures identifiées
	Nombre de politiques et d'incitations en place aux niveaux national et local pour	Aucun	Au moins 3 cadres réglementaires soutiennent la GDT et l'intégration de GDT et de BD dans la	Au moins 2 cadres réglementaires soutiennent la GDT et l'intégration de GDT et BD dans la région	2 cadres réglementaires en place : - 1 Projet de politique sur l'intégration de la GDT & BD en cours de	1 Cadre régional sur les 2 prévues pour l'avancement à mi-parcours est élaboré.

	soutenir l'intégration de la GDT et de la Biodiversité		région Atsinanana	Atsinanana	consultation ; - 1 Arrêté régional signé, intégrant la GDT, Biodiversité et Energie Durable	Les TDR pour la révision du Code de l'environnement, intégrant GDT, Biodiversité et Energie Durable, en cours
Résultat 2 : Gestion de la biodiversité / écosystème fournissant des services intégrés dans la gestion des paysages forestiers sur les deux sites prioritaires	Superficie de la zone de biodiversité d'importance mondiale, habitat géré par les communautés par le biais d'accords de conservation	0 Ha	3500 Ha	1 000 Ha		Accord de conservation établi entre le projet PIA et 2 VOI (Superficie de la zone de conservation concernée non déterminée)
	Nombre de petits exploitants agriculteurs (au moins 50% dont devrait être femmes) bénéficiant des chaînes de valeur SLM ou de la Biodiversité	Aucune	Au moins 150 agriculteurs bénéficiant des chaînes de valeur GDT ou de la Biodiversité	Au moins 50 agriculteurs intégrant la GDT dans leurs pratiques d'utilisation des terres	Les 150 Agriculteurs déjà identifiées (35% des femmes)	En bonne voie, même si l'objectif à mi-parcours n'est pas atteint (la formulation des indicateurs cumulatifs n'est pas évidente ??)

	Nombre d'activités majeures de la chaîne de valeur des énergies renouvelables, auxquelles les femmes sont participantes	Aucune activité majeure des chaînes de valeur des énergies renouvelables	Au moins 4 activités majeures dans la chaîne de valeur des énergies renouvelables mises en œuvre, auxquelles les femmes sont participantes	Au moins 2 activités majeures dans la chaîne de valeur des énergies renouvelables mises en œuvre, auxquelles les femmes sont participantes	2 Activités majeures de la CDV Energie réalisées : - Production de plants (pépiniéristes) ; - Plantation de bambou (avec participation des femmes à + de 10%)	La participation des femmes dans les activités de pépinières est ponctuelle (taux variable)
	Superficie adjacente ou à l'intérieur de forêts identifiées à haute valeur de conservation restaurées	0 Ha	500 Ha	200 Ha	Les 500 Ha de surface de forêts à restaurer sont identifiées Les pépinières des plants autochtones déjà mises en place	La réalisation par étape n'est pas adoptée pour cet indicateur (<i>les 200Ha à moyen terme ne sont pas atteints</i>)
	Superficie de terres et agroécosystèmes sous Gestion intégrée des terres <i>[comprend des données ventilées par sexe sur la propriété foncière / l'engagement de diversification / MHH et FHH nécessitant une aide alimentaire]</i>	La gestion intégrée des terres n'est pas une caractéristique de l'utilisation des terres à Atsinanana, et l'étendue des terres et des agroécosystèmes sous gestion intégrée	Au moins 4 800 Ha de terres avec une gestion améliorée des sols et de l'eau qui améliore également la biodiversité	Au moins 3 000 ha de terres avec une gestion améliorée des sols et de l'eau qui améliore également la biodiversité		Les 3 000 Ha visés à moyen terme ne sont pas atteints dans le temps.

		0% des femmes détenteurs et gestionnaires des terres	Au moins 50% des terres détenues et gérées par des femmes	Au moins 50% des terres détenues et gérées par des femmes	ND	Les données sur la proportion des femmes détenteurs des terres ne sont pas déterminées
	Nombre de petits exploitants agriculteurs (<i>dont au moins 50 % devrait être de Femmes</i>) bénéficiant de la mise en place de mesures agroécologiques	Nombre d'Agriculteurs	Au moins 7 000 agriculteurs intégrant la GDT dans leurs pratiques d'utilisation des terres	Au moins 3 000 agriculteurs intégrant la GDT dans leurs pratiques d'utilisation des terres		(Confusion avec un autre indicateur ?) Les 3 000 Agriculteurs visés à moyen termes ne sont pas atteints (<i>un changement d'approche dans la mise en œuvre</i>)
	Amélioration des revenus des agriculteurs locaux grâce à la mise en place des mesures agroécologiques	0%	20%	5%		L'évaluation de revenu n'est possible qu'après la production agricole appuyée par le projet PIA. Indicateur visé à Moyen terme non atteint dans le délai

	Nombre de systèmes / initiatives sensibles au genre en place pour surveiller les services écosystémiques, ainsi que l'adoption de la GDT, utilisation et défis ventilés par sexe	Aucun système / initiative sensible au genre en place pour surveiller les services écosystémiques et la GDT dans le projet	Au moins deux systèmes / initiatives sensibles au genre en place pour surveiller la résilience des écosystèmes à plusieurs échelles, la sécurité alimentaire et les GEB établis au niveau national et du paysage	Un cadre et un plan d'action élaborés pour un système / une initiative sensible au genre pour surveiller les services écosystémiques et la GDT dans le projet	Un mécanisme de coordination multi-acteurs regroupant les acteurs régionaux et locaux mis en place par le projet pour suivre la mise en œuvre de la feuille de route sur la GDT, la BD et l'énergie durable	L'intégration du genre est à renforcer dans la suite de la démarche.
Résultat3 : La Communauté locale, les dirigeants locaux et le secteur privé sont sensibilisés et contribuent à la stratégie énergétique rurale dans la Région Atsinanana	Nombre de réseaux soutenant la chaîne de valeur des énergies renouvelables dans la région Atsinanana	Il n'y a pas de chaîne de valeur des énergies renouvelables dans la région Atsinanana	Au moins 3 réseaux soutenant les énergies renouvelables existent dans la Région	Au moins un réseau soutenant les énergies renouvelables existe	2 réseaux d'activités mis en place et opérationnels, avec l'appui du projet : - Pépiniéristes - Planteurs de bambou	Les indicateurs visés à Moyen terme sont atteints dans le délai imparti.
	Nombre de ménages utilisant le foyer amélioré	Les ménages n'utilisent pas de tables de cuisson écoénergétique sur les sites d'intervention	Au moins 3 000 ménages utilisent le foyer amélioré	Au moins 2 000 ménages utilisent le foyer amélioré	A mi-parcours, le projet se trouve dans la phase de formation des artisans formateurs de la fabrication de FA	Les indicateurs de 2000 Foyers visés à moyen termes ne sont pas atteints. Cependant, les activités sont en bonne voie pour atteindre les objectifs finaux

	Nombre de personnes utilisant l'énergie issue de la gazéification du bambou	La région Atsinanana ne dispose pas d'usine de gazéification à base de bambou et n'apprécie pas suffisamment l'utilité du bambou comme matière première pour la production d'énergie	Au moins 200 personnes utilisent l'Energie électrique issue de la Gazéification	Au moins 100 personnes utilisent l'Energie électrique issue de la Gazéification		Les indicateurs d'objectifs à moyen terme ne sont pas atteints. Les indicateurs finaux pourront être atteints une fois la centrale installée. Le cumul par étape n'est pas évident pour cet indicateur.
	Superficie de plantation de bambous depuis le début du projet	Il n'y a pas de plantations de bambou pour soutenir la carbonisation	Au moins 300 hectares de Bambou sont plantés pour soutenir la chaîne de valeur des énergies renouvelables	Au moins 150 hectares de Bambou soutenant la chaîne de valeur des énergies renouvelables	120 Ha de plantation de Bambou réalisée	L'indicateur d'objectif à moyen terme n'est pas atteint. Par contre, la suite des activités est en bonne voie.
	Initiatives commerciales opérant dans la chaîne de valeur des énergies renouvelables appartenant à des résidents locaux	La technologie des énergies renouvelables n'est pas courante à Atsinanana	Au moins 6 initiatives d'entreprises locales appartenant à des intérêts locaux exploitant la chaîne de valeur des énergies renouvelables	Au moins deux initiatives d'entreprises locales appartenant à des intérêts locaux exploitant la chaîne de valeur des énergies renouvelables	2 initiatives commerciales locales bénéficiant les intérêts engendrés par la chaîne de valeur de l'énergie durable : Vente de plants de bambou et l'octroi de terrain pour la plantation de bambou	Les indicateurs à Moyen termes sont atteints. Cependant, la durabilité dépend surtout de la tenue de la mise en place de la centrale à gazéification

Tableau 11 : Evaluation des indicateurs des résultats du projet PIA à mi-parcours (Avril 2023)

4.3. Analyse FFOM

L'analyse SWOT du projet est élaborée à partir de notre analyse sur l'avancement du projet et des avis des acteurs et des bénéficiaires du projet.

4.3.1. Forces du projet PIA

- L'éthique du projet PIA et son caractère « projet de l'Etat » porté par le MEDD facilite son intégration dans les sites d'intervention et l'adoption par les différents acteurs, notamment par les bénéficiaires. Ce statut a une forte influence lors de la mobilisation des acteurs (*autorités locales administratives et traditionnelles, bénéficiaires, partenaires etc...*).
- Il y a beaucoup de partenariat qui ont été développés dans le cadre du projet (CNRIT, Région Atsinanana,).
- Les partenaires de mise en œuvre du projet sont déjà expérimentés dans leurs domaines d'activités respectifs : c'est le cas de AIDES sur l'énergie, de ANAE sur l'Agroécologie et la gestion durable des terres. (Les compétences ne sont pas *seulement techniques mais aussi en termes d'approches* intégrée environnement et Développement).
- Tous les bénéficiaires du projet sont motivés et faciles à mobiliser.
- L'UCP est ouverte à tous les échanges et communications /collaborations avec les partenaires de mise en œuvre.
- Le projet PIA est un projet participatif et implique beaucoup d'acteurs (*Paysans, Autorités locales et traditionnelles / Fokontany et Tangalamena...*), ce qui renforce son ancrage au niveau territorial.
- Le financement et la subvention apporté par le projet PIA sont bien fluides, une situation qui rassure les parties prenantes.
- Le projet est très ouvert à tout le monde et sans aucune discrimination.
- L'équipe du projet est courageuse, en choisissant des sites enclavés et éloignés.
- Les activités du projet répondent bien aux besoins des bénéficiaires : création de revenu, grâce aux MO locales ponctuelles (*transport, production de plants, MO pépinières etc*) ; les terrains dégradés sont valorisés (*GDT, Plantation, Agroforesterie, restauration forestière ...*).
- Les sources d'Energie exploités par le projet PIA sont d'énergie durable.
- La chaîne de valeur de bambou est un bon choix, en tant qu'alternative aux bois d'énergie (les croyances sur les bambous sont mêmes levés, grâce aux activités du projet PIA).
- La facilitation de l'accès au FA pourrait réduire le problème de disponibilité et de coûts de FA sur les sites d'intervention.
- La mise en place de la centrale à Gazéification contribuera à l'augmentation de l'accès à l'énergie durable et renouvelable.
- Les techniques d'AE développés par le projet vont réduire le risque de feux de brousse dans les zones d'intervention (Communes d'Anjahamana / Brickaville et Ambalabe / Vatomandry).
- Les techniques d'Agroforesterie développées par la composante 2 réduisent déjà les pressions sur les forêts naturelles et renforcent la conservation de la biodiversité.

- Les actions et les apports du projet vont directement aux paysans, avec peu d'intermédiaires : la semence et les matériels, les formations,
- La source de financement est rassurante (GEF).
- Les résultats sont concrets et rapides (Cas du PCD).
- Les autorités locales sont enthousiastes (la réussite du projet PIA est un défi des autorités).

4.3.2. Faiblesses du projet PIA

- La chronologie du projet reste encore floue entre l'UCP et les partenaires de mise en œuvre : l'UCP se réfère au calendrier initial, conçu lors du montage, avec un début marqué par la signature de convention entre PNUE et MEDD, alors que AIDES & ANAE font référence à la date de signature de leur MOU. Comme les MOU ont été signés tardivement par rapport au démarrage du projet, ainsi les deadlines définies lors de la conception du projet ne sont pas toujours respectées.
- La communication entre l'UCP et les partenaires de mise en œuvre se fait d'une manière indépendante, d'un partenaire à un autre, et les partenaires de mise en œuvre se communiquent mal entre eux (Cas de AIDES, ANAE, DPRIDD du MEDD).
- Il manque un cadre de suivi - évaluation commune entre l'UCP et les partenaires. L'UCP dispose d'un outil de suivi des indicateurs, mais l'outil n'est pas transmis à ses partenaires. De ce fait, chaque partenaire travaille avec leur propre méthode de travail, notamment dans le suivi des activités du projet.
- Les bénéficiaires du projet sont super motivés. Cependant, ces motivations sont dès fois très fragiles et sensibles et nécessitent beaucoup d'attention dans le suivi et l'accompagnement, selon les échos des partenaires.
- Il y a des activités qui font partie de la composante mais qui ne sont pas portées par les partenaires porteurs de la composante mais plutôt par l'UCP : c'est le cas des consultances et des prestations sur certaines activités de la composante 2 et de la composante 3. La situation a des impacts sur l'avancement et la mise en œuvre des activités concernées, notamment lorsque les TDR de recrutement sont élaborés par les partenaires alors que le recrutement est assuré par l'UCP.
- La construction de la centrale à gazéification est toujours en phase de préparation, et se trouve en retard par rapport au planning prévisionnel. Or, cette activité est très cruciale, sachant que la finalité de la plantation de bambou est d'approvisionner cette centrale.
- La subvention apportée par le projet PIA est trop figée sur certaines activités (*Cas de plantation de bambou, où des tâches imprévues ont été supportées par les bénéficiaires eux même : regarnissage des plants morts, transports de plants sur site, ...*).
- Les bénéfices et les impacts du projet sur le revenu des ménages bénéficiaires ne sont pas encore visibles dans l'immédiat et durant la période du projet. A mi-parcours, l'équipe du projet reste concentrée sur les obligations des indicateurs.
- Les facteurs de motivation des bénéficiaires peuvent être biaisés par le taux d'indemnisation des participants, entraînant également un mauvais choix des

bénéficiaires ciblés (favoritisme par les autorités et les organisateurs des ateliers du projet).

- Pour le cas de l'agroforesterie et l'agroécologie, les appuis du projet vont s'arrêter à la chaîne de production. Les bénéficiaires se demandent sur la suite de la chaîne (*commercialisation, transformation etc*) et les membres de l'équipe n'ont pas de réponses qui les rassurent.
- Les problèmes d'accès dans les sites enclavés perturbent l'avancement et le calendrier de l'équipe (*piste de 6km à faire à pied après la pirogue pour aller à Ambalabe, trajet en moto de 3,5h, faisable uniquement en saison sèche*).
- Les autorités ont toujours tendances à demander au projet de satisfaire d'autres besoins importants qui ne sont pas prévus par le projet PIA: cas de la piste d'accès, moyens de déplacement bateau, santé et éducation...

4.3.3. Des opportunités pour le déroulement et la suite du projet PIA

- La culture de rente est très développée dans les zones d'intervention du projet PIA (Cannelle, Girofle), et l'Agroforesterie est très bien adaptée dans la Région Atsinanana.
- La présence en permanences des autres partenaires (MBG et MNP) favorisera la continuité des actions du projet PIA.
- Le marché du « Bois-Energie » et ses alternatives est toujours importante et d'actualités tant au niveau régional que national : *le bambou et ses produits dérivés (charbon et autres produits) en phase de lancement au niveau national voire internationale ; les acteurs de la chaîne d'approvisionnement en bambou en place, constitués par les pépiniéristes et les planteurs pourront se constituer en réseau d'acteurs ou coopératives.*
- Il y a déjà des associations et organisation paysannes en place et opérationnelles dans les communes d'intervention du projet : Coopératives filières à Anivorano Est, ...
- La mise à l'échelle des actions du PIA au-delà des sites d'interventions actuels reste une opportunité de source de revenu pour les bénéficiaires intéressés.

4.3.4. Les facteurs menaçant le projet PIA

- Politique : l'organisation de l'élection présidentielle en 2023 pourra impacter sur la mise en œuvre de la suite des activités, notamment sur les deux sites de la composante 2 ; récupération politique des réalisations du projet (*cas des infrastructures de production d'énergie à biomasse, ...*).
- Le changement climatique et les catastrophes naturelles risque de tout détruire (exemple : cas du cyclone *Batsirai* qui a ravagé toutes les cultures dans la zone Sud Est de Madagascar en 2022) ;
- Les feux de brousses menacent toujours les plantations de bambou et les forêts restaurées par le projet PIA ;
- D'autres projets en perspectives dans la Région pourront devenir en concurrence : extension des pipelines dans les parcelles de plantations de bambou (*Cas de Ambatovy sur le site d'Anivorano Est, besoin en plants de bambous aux pépiniéristes du projet PIA par des concessionnaires privés, ...*).

V. CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS

5.1. Conclusion

La présente évaluation à mi-parcours a pour objectif de fournir des informations sur l'avancement des activités du projet PIA à l'UGP. En utilisant les critères d'évaluation de l'OCDE / CAD, il s'agit d'évaluer la pertinence et la cohérence des actions du projet, ainsi que l'efficacité, l'efficacé, les impacts et la viabilité des résultats atteints. Les données fournies dans les rapports d'activités disponibles ont été complétées avec des informations collectées auprès des acteurs du projet, lors des entretiens individuels et de focus group.

En se référant aux résultats partiels atteints à mi-parcours, les actions promues dans le cadre du projet PIA sont pertinentes par rapport aux besoins des populations locales et des bénéficiaires du projet, tant sur l'agriculture que sur l'accès à l'énergie même. Les impacts ne sont pas encore observables, par contre, les acteurs sont très motivés et impliqués dans la mise en œuvre des activités sur ces secteurs. Les actions du projet sont pertinentes également par rapport aux outils de planification territoriales (PRD de la région Atsinanana et PCD des Communes d'intervention) et aux politiques / Stratégies nationales des différents secteurs (Conservation de la biodiversité, aménagement des territoires, gestion des terres, accès à l'énergie, ...). Les interventions du projet PIA sont complémentaires avec les actions des autres acteurs sur les mêmes sites et dans les mêmes secteurs, sans risque de conflit ni de chevauchement des actions.

La plupart des actions portées et mises en œuvre dans le cadre du projet PIA ont été conçues pour avoir des impacts durables, c'est-à-dire que les bénéficiaires pourront continuer à bénéficier les avantages du projet même au-delà de la période de mise en œuvre. Cette appréciation est valable pour les 3 composantes, notamment pour la composante 2 et la composante 3. Le plus grand défi reste le démarrage et l'accompagnement des acteurs au début et la dotation des moyens nécessaires au suivi : cas de la plantation de bambou, l'aménagement des parcelles agricoles sous GDT, la restauration des forêts autour des AP. L'équipe du projet implique déjà les STD et des CTD dès le début des activités, une initiative qui pourrait rassurer la durabilité et la continuité des actions portées par le projet PIA sur ses sites d'intervention dans la Région Atsinanana.

Le niveau d'avancement des réalisations du projet PIA à ce stade d'évaluation à mi-parcours est estimé à 54%, avec un avancement de 63% pour la composante 1 ; de 42% chacun pour la composante 2 et la composante 3 ; et de 69% pour la composante transversale. Le niveau d'avancement global est quand même théorique, sachant qu'il est évalué à partir d'un niveau d'avancement estimatif de chaque activité, alors que le volume de tâches et le délai de réalisations sont très différents d'une activité à une autre.

En analysant les avancements et les réalisations à ce stade de mi-parcours, le projet PIA présente beaucoup d'avantages et d'intérêts. Les caractères « *projet de l'Etat* », avec beaucoup d'innovation avec recherche et développement, facilitent la mobilisation et l'implication des acteurs au niveau régional et local. Il y a également quelques impacts positifs constatés déjà lors

des interventions du projet sur le terrain, tels que le comportement et la motivation des paysans bénéficiaires, des revenus ponctuels (plantation de bambou). Il y a également des inconvénients constatés et qui nécessitent des mesures spécifiques pour atténuer leurs éventuels impacts négatifs.

Les recommandations ci-après ont été formulées surtout à l'issue de l'analyse FFOM des résultats atteints et du niveau d'avancement du projet PIA. Elles permettront d'ajuster la planification de la suite des activités pour les prochaines années du projet. Ainsi, des mesures spécifiques sont définies afin de maintenir, voire renforcer déjà les impacts positifs du projet, mais également de réduire les risques et/ou les impacts négatifs liés aux faiblesses constatées.

5.2. Recommandations

Cette partie est constituée par des suggestions qui permettent à l'UCP de maintenir, voire d'améliorer les résultats obtenus à mi-parcours. Il y a également une autre partie qui rappelle des points de vigilance et des risques à gérer afin d'éviter, ou au moins de réduire leurs éventuels impacts sur la suite des activités.

5.2.1. Recommandations pour la suite du projet

Améliorer la communication en interne du projet

Afin d'éviter d'éventuelles malentendus entre les parties prenantes des différentes composantes du projet, la communication en interne du projet devra être améliorée : i) entre l'UCP - Partenaires et ii) entre les partenaires eux-mêmes (AIDES & ANAE). Il est recommandé de mettre en place des canaux de communication entre les acteurs du projet (WhatsApp, mail...). Les objets d'échanges peuvent être multiples : des calendriers de missions et de déplacement, des calendriers des différentes réunions, prise de contact entre partenaire en cas d'intervention sur le site où un autre partenaire peut intervenir...

Maintenir les réunions de coordination systématiques

Le projet PIA prévoit déjà au moins une réunion de coordination tous les trimestres, sous la responsabilité de l'UCP. Une telle réunion est très importante, afin de garder les échanges communs entre les parties prenantes du projet. Elle permet d'améliorer également d'entretenir la communication entre les acteurs du projet, de partager des informations utiles sur l'avancement de chaque acteur etc...Donc,

Définir la date exacte de démarrage du projet et la date de fin exacte

Comme mentionné dans les constatations, la lecture de chronogramme du projet est différente entre l'UCP et les partenaires de mise en œuvre, dû au fait que les Mémoires sont signés un peu tard par rapport à la date de démarrage théorique du projet. Cette différence de lecture a des impacts sur la notion de deadlines des différentes activités, sachant que la durée de mise en œuvre pourrait être maintenue. Ainsi, l'UCP et les partenaires sont incités à revoir le planning d'activités de l'ensemble du projet et de se mettre d'accord sur les différents jalons.

Recommandations sur les activités techniques

Les recommandations suivantes sont élaborées spécifiquement pour les travaux de plantation de bambou sur les sites d'Anivorano Est :

- Dans les parcelles de plantation de bambou, il est envisageable de valoriser les espaces entre les pieds de plantation, en les mettant en culture. Cette action est inspirée de quelques pratiques déjà existantes dans certaines parcelles de plantation sur le site d'Anivorano Est (Plantation de bambou dans des champs d'Agroforesterie, de manioc etc). Elle permettra à la fois de réduire les travaux de sarclage, notamment pendant les premières années de croissance du bambou, ainsi que de gagner de produits agricoles supplémentaires aux bambous, qui ne sont pas encore exploitables pour le moment. Dans leurs requêtes collectées lors des entretiens et focus group, les paysans planteurs de bambou souhaitent d'étendre le contrat jusqu'aux travaux d'entretien et de les équiper pour mieux assurer le défrichement (1 à 2 fois par an). La valorisation des interlignes pourraient servir à une contrepartie de ces requêtes.
- Les planteurs de bambou souhaitent également de bénéficier des appuis institutionnels de la part du projet PIA pour leur organisation en coopérative de planteurs. Cette initiative leur permettra de développer et d'étendre leurs champs d'activités au-delà de la fourniture de bambou pour la centrale électrique. Pour le long terme, les propriétaires souhaitent procéder jusqu'à la sécurisation foncière des terrains de plantations afin de garantir la pérennité des plantations.
- Pour le suivi des activités de plantation, le nombre de plants survécu doit être relevé par les agents du projet, parce que les paysans n'ont pas ni les compétences ni le temps pour compter dans les champs. Les agents vulgarisateurs sur le terrain pourront bien réaliser cette tâche.

Ensuite, d'autres mesures sont également suggérées pour le secteur Agricole lié à la Gestion Durable des Terres :

- Renforcer si possible les actions focalisées sur l'Agriculture, sachant que ces activités assurent à la fois l'alimentation et le complément de revenu des bénéficiaires.
- L'intégration du petit élevage dans les activités de l'AE est recommandé, ainsi que la réflexion sur la commercialisation des produits issus de l'AE, sachant que le projet est conçu pour rester sur la production.

Entre autres, le deadline lié à la formation dispersive sur les combustibles renouvelables comme alternative au combustible bois traditionnel et le rôle des foyers à efficacité énergétique améliorés dans la gestion de la GDT et des bandes dessinées, et évaluer les résultats de la formation (3.3.1) est à revoir pour ajuster à la bonne date (après plantation de bambou). Sinon, sur les côtés approvisionnement en intrant, les porteurs des actions doivent valoriser les matières disponibles au niveau local (*exemple : des lianes de vanille sont disponible sur place, et*

ce n'est pas nécessaire d'importer d'autres régions, cela peut réduire les coûts de transport et le taux de mortalité).

Et enfin, les dates d'achèvement sont à revoir également pour les activités suivantes parce qu'elles dépendent de la disponibilité de l'opérateur / gestionnaire de la centrale électrique à gazéification :

- 3.3.1. Soutenir l'établissement et la signature d'accords contractuels entre les propriétaires de plantations de bambou et l'opérateur de l'usine pour la fourniture de bois à l'usine ;
- 3.4.6. Soutenir l'établissement et la signature d'accords contractuels entre les propriétaires de plantations de bambou et l'opérateur de l'usine pour la fourniture de bois à l'usine ;
- 3.6.1. Faciliter le dialogue entre le secteur privé et les autres parties prenantes afin de réduire les coûts de transaction pour les investissements du secteur privé.

Recommandations pour le fonctionnement et la pérennisation des actions

Pour le bon fonctionnement de l'équipe, tant sur le terrain qu'au niveau siège à Tanà, il serait mieux de :

- Renforcer la présence du technicien sur le terrain, pour le suivi des activités de l'Agroécologie. S'il est encore possible, renforcer l'équipe de ANAE pour assurer le suivi permanent des 2 sites, sachant que le déplacement entre les 2 sites prend trop de temps, et risque de réduire la qualité de suivi par un niveau technicien.
- Impliquer toutes les autorités locales au niveau des fokontany dans la démarche du projet. Il est nécessaire pour la suite du projet de penser à la dotation des moyens pour améliorer l'accès et le déplacement pour la commune et l'équipe du projet sur le terrain difficile d'accès (Ambalabe et Anjahamana)".
- Les maires des communes d'intervention suggèrent de transmettre aux responsables concernés à remettre les subventions de reboisement communal pour faciliter le suivi et l'accompagnement des actions de reboisement par les communes elles même.
- Le contrat établi entre la Commune et le projet PIA / ANAE est trop technique et écologique, alors que la commune a d'autres besoins sur le social (santé, éducation, etc). Il est vivement souhaité par la commune de penser aux autres besoins sur ces domaines (*table banc pour les écoles, des matelas pour le CSBII, moteur avec bateau pour le transport.*)
- L'équipe du projet reste concentrée sur les obligations des indicateurs.
- La sélection et la mobilisation bénéficiaires doivent être bien basés sur les intérêts du projet et la motivation purement technique des bénéficiaires, et non pas sur le taux d'indemnisation ni sur le favoritisme par les autorités et les organisateurs des ateliers du projet. Ainsi, les interventions à la base, qui sont souvent assurés par les techniciens du projet, sont à superviser par les cadres du projet.

- Pour le cas de l'agroforesterie et l'agroécologie, les appuis du projet ne doivent pas s'arrêter à la chaîne de production. Les bénéficiaires se demandent sur la suite de la chaîne (commercialisation, transformation etc...) et les membres de l'équipe devront disposer de réponses qui pourront les rassurer. Ainsi, l'équipe du projet est incitée à essayer de communiquer avec eux également sur la vision globale des activités du projet, et non pas seulement des actions ponctuelles.
- Les problèmes d'accès dans les sites enclavés perturbent l'avancement et le calendrier de l'équipe. Les autorités ont toujours tendances à demander au projet de satisfaire d'autres besoins importants qui ne sont pas toujours prévus par le projet PIA : *cas de la piste d'accès, moyens de déplacement bateau, santé et éducation...* Ainsi, les réponses à ces requêtes extra-activités du projet sont à traiter d'une manière égale, et sont à prioriser les cas où il pourrait y avoir des impacts sur l'avancement des activités du projet PIA.

5.2.2. Suivi de la mise en œuvre des recommandations

Dispositifs de suivi

- Le fonctionnement des membres de l'équipe du projet sur le terrain doit être bien suivi par les partenaires de tutelle et/ou l'UCP, afin de mieux
- L'UCP est incité à planifier des séances de travail spécial pour la coordination et a communication entre les acteurs du projet (relation horizontale, entre les acteurs, et verticale entre les acteurs et l'UCP) ;
- Lors d'un comité de pilotage, il est important de s'échanger et d'approuver des propositions sur la réorganisation de l'équipe sur le terrain, l'actualisation du calendrier du projet pour avoir la même lecture des jalons, etc;
- Toute l'équipe du projet doit adopter une approche commune sur la relation et l'implication des autorités locales. Au moins, le(s) technicien(s) du projet se présente auprès des Chefs de fokontany à leur passage sur les sites, pour que ces derniers soient au moins au courant des actions en cours, et puis s'impliquer dans la démarche du projet.

Points de vigilance et risques à gérer

Afin d'assurer la suite des activités, les points suivants sont à voir de près et des précautions sont à prendre si nécessaires :

-  Le temps restant du projet est à la limite par rapport au volume d'activités relatives au processus de mise en place de la centrale à gazéification. Cette activité et ses dérivés est à suivre de près. : veiller sur la procédure administrative, le taux d'inflation et l'achat de la machine, le processus de recrutement du Gestionnaire, les études d'Avant Projets Sommaires et Détaillées, les études d'impacts etc...
-  Trouver des moyens / stratégies de communications avec les planteurs de bambous pour les rassurer que les productions de bambou de paysans soient rachetées, notamment jusqu'au moment de lancement des travaux de construction de la centrale électrique.

Sinon le risque de conflit et l'inquiétude des planteurs pourraient impacter sur la suite des travaux de plantations restantes.

- + Le transfert de gestion de l'atelier / centre de formation et de fabrication de FA est à bien préparer avec les deux Communes (*Brickaville et Vatomandry*) afin qu'elles préparent dès maintenant des personnels ou techniciens spécialisés pour poursuivre la gestion et l'utilisation de ces infrastructures. Ces personnels doivent suivre des formations octroyées par le projet pendant que les partenaires techniques du projet sont encore là.
- + Le taux de change est à suivre de près pour mieux se préparer à l'achat de la machine à gazéification de la centrale à biomasse.
- + Le per diem et le taux d'indemnités locales adoptés par le projet PIA est plus élevé que ceux des autres acteurs et intervenants, notamment pour ceux qui se déplacent dans les chefs-lieux de communes ou de district. La participation des bénéficiaires et à vérifier pour que ces deniers ne soient pas venus juste pour l'argent. Leurs intérêts aux activités et leur implication dans les événements sont à justifier.

REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

Documents et Rapports du projet PIA

- United Nations Environment Program (UNEP) / Ministère de l'Environnement et du Développement Durable (MEDD) ; Synthèse du Prodoc PIA
- United Nations Environment Program, PIA Quarterly Progress Report, From July 01, 2022 to December 31, 2022.
- United Nations Environment Program, GEF PIR Fiscal Year 2022, PIA Project Reporting, From July 01, 2021 to June 30, 2022.
- MEDD / Projet PIA, « Analyse de la chaîne d'approvisionnement d'intrants promouvant les technologies de GDT, la dynamique vers une agriculture multifonctionnelle et l'appui des énergies renouvelable », Rapport final, Février 2022.
- MEDD / Projet PIA, « Elaboration d'un document sur l'évaluation de l'énergie rurale disponible pour la région d'Atsinanana », Rapport final, Décembre 2021

Documents d'appui à la réalisation de l'évaluation à Mi-parcours

- Global Environment Facility, GEF-7 Biodiversity Focal Area Strategy, November 2018.
- UNEP, Stratégie du Programme des Nations Unies pour l'Environnement pour 2022 – 2025, Février 2021.
- OCDE / Comité d'Aide au Développement (CAD) ; « Des critères améliorés pour des évaluations meilleures : critères d'évaluations révisés et actualisés », Février 2020.
- Nations Unies, Objectifs de Développement Durable 2015-2030.

Documents cadres et de références nationaux

- République de Madagascar, Politique Générale de l'Etat : Initiative pour l'Emergence de Madagascar, 2019 – 2023.
- La Stratégie Nationale de la Diversité Biologique.
- La Stratégie Nationale de la Restauration des Paysages Forestiers (SNRPF).
- La Stratégie Nationale de l'Agriculture Biologique (SNAB).
- La Stratégie Nationale d'Approvisionnement en Bois et Energie (SNABE, 2018 – 2030).
- La Nouvelle Politique Forestière.
- La Nouvelle Politique Energétique (NPE, 2015 – 2030).
- La Politique Nationale de l'Environnement et du Développement.
- Le Plan National d'Adaptation au changement Climatique.
- Le Plan Régional de Développement Atsinanana, (PRD, 2020).
- La Monographie de la Région Atsinanana, (CREAM, Février 2013).
- (...)

ANNEXES

Annexe 1 : Guide d’entretien auprès des acteurs / Partenaires du projet (AIDES et ANAE).....	III
Annexe 2 : Guide d’entretien auprès des bénéficiaires du projet (Paysans, pépiniéristes, artisans, charbonniers...).....	V
Annexe 3 : Guide d’entretien auprès des CTD & STD (DREDD, Communes, Districts, ...)	VIII
Annexe 4 : Etat d’avancement des activités du projet	X

Annexe 1 : Guide d'entretien auprès des acteurs / Partenaires du projet (AIDES et ANAE)

Critères d'évaluation	Questions abordées	Avis des acteurs
1) Pertinence	1.1) Cohérence avec les politiques et stratégies nationales du secteur (environnement, Energie, Agriculture)	
	1.2) Appréciation de la cohérence des interventions avec les plans de développements locaux (PCD, PRD) et les besoins locaux : y a til des PCD ? à jours ?	
2) Cohérence	2.1) Autres acteurs intervenants dans les mêmes sites ?	
	2.2) Appréciation du niveau de collaboration avec ces autres acteurs (<i>incohérences, cohérences des interventions</i>)	
3) Efficience	3.1) Appréciation sur le timing de la mise en place des ressources financières (budget prévisionnel et réalisation)	
	3.2) Appréciation sur l'état du partenariat avec le projet et les bénéficiaires dans les sites	
4) Efficacité	4.1) Appréciation du niveau de réalisations des différentes activités de la composante	
	4.2) Appréciation de la mise en œuvre du contenu des mémorandums	
	4.3) Difficultés rencontrées avant et pendant la mise en œuvre des activités	
	4.4) Mesures prises et perspectives pour surmonter les	

	difficultés	
5) Effets & impacts Impacts	5.1) Appréciation sur l'appropriation des activités par les bénéficiaires	
	5.2) Appréciation des effets des activités : sur l'économie des ménages, sur la réduction de la vulnérabilité aux changements climatiques	
	5.3) Appréciation des éléments d'impact de la mise en œuvre des mémorandums sur le terrain et au sein du secteur	
6) Durabilité	6.1) Appréciation de la capitalisation, de la diffusion et de l'extension de l'utilisation des bonnes pratiques 6.2) Transfert de compétences techniques aux CTD & STD	
7) Mécanisme de suivi : Appréciation sur les mécanismes de suivi des activités par l'équipe du projet et par le partenaire lui-même	7.1) Fréquence / Nombre de missions	
	7.2) Recommandations	
	7.3) Suivi de la mise en œuvre des recommandations	

Annexe 2 : Guide d'entretien auprès des bénéficiaires du projet (Paysans, pépiniéristes, artisans, charbonniers...)

Critères d'évaluation	Questions abordées	Avis des acteurs
1) Pertinence	1.1) Problématiques / besoins des bénéficiaires sur le secteur ?	
	1.2) Adéquation des activités du projet aux besoins & problématiques	
2) Cohérence	2.1) Autres acteurs / projets intervenants avec les mêmes bénéficiaires ?	
	2.2) Appréciation du projet PIA, par rapport aux autres projets ayant / en cours de collaboration avec les bénéficiaires	
3) Efficience	3.1) Appréciation sur le timing de la mise en place des ressources financières (<i>budget prévisionnel et réalisation</i>)	
	3.2) Appréciation sur l'état du partenariat avec le projet ?	
	3.3) Appréciation sur les risques et leur prise en compte	
4) Efficacité	4.1) Appréciation du niveau de réalisations des différentes activités et des résultats	
	4.2) Appréciation de la mise en œuvre du contenu des contrats (le cas échéant)	

	4.3) Difficultés rencontrées avant et pendant la mise en œuvre des activités	
	4.4) Mesures prises et perspectives pour surmonter les difficultés	
5) Effets & impacts Impacts	5.1) Appréciation sur l'appropriation des activités (capacités à poursuivre les activités ? réinvestissement ?)	
	5.3) Appréciation des effets du projet sur les pratiques techniques	
	5.2) Appréciation des effets des activités sur le revenu et les conditions de vie	
	5.3) Appréciation sur la prise en compte des couches défavorisées (femmes, jeunes et hommes).	
	5.3) Appréciation sur les échanges d'expériences, l'existence d'intérêt et extension de leurs activités dans des zones non couvertes.	
6) Durabilité	6.1) Appréciation des capacités acquises pour assurer la poursuite des activités (organisationnelles, techniques, financières...).	
7) Mécanisme de suivi :	7.1) Appréciation sur les mécanismes de suivi des activités par l'équipe du projet et ses partenaires (nombre de mission ? nombre de réunions ?...)	
	7.2) Recommandations	

	7.3) Suivi de la mise en œuvre des recommandations	
--	--	--

Annexe 3 : Guide d'entretien auprès des CTD & STD (DREDD, Communes, Districts, ...)

Critères d'évaluation	Questions abordées	Avis des acteurs
1) Pertinence	1.1) Problématiques / besoins des CTD & STD ?	
	1.2) Adéquation des activités du projet par rapport à ces besoins & problématiques ?	
2) Cohérence	2.1) Autres acteurs / projets intervenants dans le même territoire ?	
	2.2) Appréciation du projet PIA, par rapport aux autres projets ayant / en cours de collaboration avec les CTD & STD	
3) Efficience	3.1) Appréciation sur le timing de la mise en place des ressources financières (<i>budget prévisionnel et réalisations</i>)	
	3.2) Appréciation sur l'état du partenariat avec le projet ?	
	3.3) Appréciation sur les risques et leur prise en compte par le projet ?	
4) Efficacité	4.1) Appréciation du niveau de réalisations des différentes activités et des résultats ?	
	4.2) Appréciation de la mise en œuvre du contenu des contrats (le cas échéant) ?	

	4.3) Difficultés rencontrées lors de la mise en œuvre des activités du projet ?	
	4.4) Mesures prises et perspectives suggérées par les CTD / STD pour surmonter les difficultés ?	
5) Effets & impacts Impacts	5.1) Appréciation sur l'appropriation des activités (capacités à poursuivre les activités après le projet ?)	
	5.3) Appréciation des effets du projet sur le fonctionnement de l'institution (compétences techniques, ressources matérielles etc)	
	5.4) Appréciation sur les échanges d'expériences, l'existence d'intérêt et extension de leurs activités dans des zones non couvertes.	
6) Durabilité	6.1) Appréciation des capacités acquises pour assurer la poursuite des activités (organisationnelles, techniques, financières...).	
7) Mécanisme de suivi :	7.1) Appréciation sur les mécanismes de suivi des activités par l'équipe du projet et ses partenaires (nombre de mission ? nombre de réunions ?)	
	7.2) Recommandations	
	7.3) Suivi de la mise en œuvre des recommandations	

Annexe 4 : Etat d'avancement des activités du projet

Dans le tableau, autre que le code couleur déjà expliqué dans le corps du rapport (§4.1), les activités écrites en rouge sont des activités déjà en retard à ce stade mi-parcours, ou bien avec un risque important de retard, et nécessite beaucoup d'attention

Résultats et activités	Achèvement prévue	Etat d'avancement à Mi-parcours	Observations
<i>Résultats 1.1 : Mettre en place et opérationnaliser un mécanisme de coordination multi-acteurs/intersectoriel pour la GDT, DB renforcé au niveau du paysage du district d'Atsinanana en accord avec les autorités et administrations locales</i>	31/12/2023	81%	<i>Il reste une activité à terminer sur les 4 prévues</i>
1.1.1. Organiser un grand atelier multipartite avec les parties prenantes concernées pour établir un mécanisme de coordination multiniveaux, multisectoriel et multipartite pour la gestion de la GDT et de la BD	Septembre 2021	100%	De bonnes pratiques en matière de sécurisation foncière ont été identifiées lors de l'atelier de consultation des parties prenantes
1.1.2. Élaborer une feuille de route pour la GDT et la gestion durable du BD pour guider le mécanisme de coordination et son adoption dans la politique ou la loi régionale	Décembre 2021	100%	La feuille de route intégrant GDT, BD et énergie durable élaborée et adoptée au niveau régional
1.1.3. Consulter les parties prenantes identifiées pour identifier et accompagner les initiatives existantes de sécurisation foncière dans les zones pilotes du projet	Décembre 2021	100%	Réalisé à temps
1.1.4. Établir un mécanisme pour la viabilité financière des principales activités du projet au-delà de la durée de vie du projet	Décembre 2021	25%	Termes de références élaborés et en attente de lancement Cette activité est en retard par rapport à la date

			d'achèvement initiale prévue par le projet.
<i>Résultats 1.2: Le cadre réglementaire (1. Code de l'environnement de Madagascar, 2. Stratégie nationale d'agroécologie et 3. Stratégie nationale de gestion des terres) est rédigé/modifié pour renforcer la GDT, l'intégration de la DB</i>	30/06/2024	55%	<i>Une activité sur les 3 prévues est réalisée dans le temps, les deux autres peuvent être bien faites dans le délai prévu.</i>
1.2.1. Élaborer une stratégie nationale d'agroécologie	Décembre 2021	100%	Activité réalisée dans le temps, document disponible et prêt pour être transmis au Ministère en charge de l'Agriculture
1.2.2. Réviser et modifier le Code de l'environnement de Madagascar pour intégrer la gestion de la GDT et du DAB et l'énergie durable	Juin 2024	10%	L'appel d'offres lancé n'a pas abouti. Une relance est prévu dans le PTA 2023
1.2.3. Revoir le document de politique environnementale nationale pour le développement durable afin d'intégrer les dimensions BD, énergie durable et GDT	Juin 2024	0%	L'élaboration des TDR est en cours.
<i>Résultats 1.3: Les connaissances des parties prenantes sur la gestion des ressources naturelles aux niveaux national, régional, du district et municipal sont améliorées et les données pour soutenir la gestion durable de la biodiversité et des ressources forestières dans la région d'Atsinanana sont collectées et disponibles à la fin du projet</i>	Fin décembre 2024	62%	<i>Une activité sur les 3 prévues est réalisée dans le temps. Les deux autres activités sont en bonne voie et dans le temps également.</i>
1.3.1. Fournir une formation sur les défis environnementaux et des ressources naturelles, les options de GDT et le BD et l'intégration potentielle	Mars 2023	100%	Renforcement de capacité des autorités locales des 5 Communes d'intervention du projet sur le thème intégration de la dimension environnementale dans la

			planification communale
1.3.2. Encourager les médias à adopter une couverture environnementale efficace, positive et informative pour améliorer la sensibilisation et la priorisation de l'environnement	Décembre 2024	40%	Activités en cours et confiées à la DREDD Atsinanana : Formation aux journalistes de TV & Radio locales de Brickaville et de Vatomandry, sur l'importance de l'éducation environnementale avec les médias. Au moins 2 MOU établis et effectives entre DREDD et Stations media pour des couvertures médiatiques sur l'environnement.
1.3.3. Collecter des données pour soutenir les options SLM et BD pour Atsinanana et créer une base de données au niveau régional pour contenir les données collectées	Décembre 2024	45%	Activités confiées à la DREDD Atsinanana Collecte des données sur les 3 thèmes en cours
Résultats 1.4: La capacité des institutions est renforcée dans tous les secteurs pour collaborer et gérer le paysage de la région Atsinanana	Fin Décembre 2024	78%	Plus que la moitié des activités prévues est réalisée. Il reste des formations à compléter et/ou à renforcer.
1.4.1. Organiser une série de formations pour renforcer les capacités de gestion participative du paysage	Décembre 2023	55%	Activités en cours avec des outils de formation déjà développés ; deux ateliers d'échange et de concertation avec la plateforme des cellules environnementales des ministères sectoriels ; La partie du guide sur la gestion des bassins versants et de la partie sur l'agroécologie en pratique développé et disponibles
1.4.2. Développer et distribuer un guide pour soutenir l'intégration et la mise en œuvre de la gestion SLM, BD et ED	Décembre 2022	100%	Un Guide de l'approche de développement durable élaboré, suivi par une séance de formation sur son usage

<i>Résultats 1.5. Elaboration de deux plans d'action sectoriels (agriculture, énergie) intégrant les dimensions de la biodiversité, de l'énergie durable et de la GDT</i>	<i>Fin décembre 2024</i>	30%	<i>Les activités dans cette section sont en cours, en impliquant les Directions Régionales de l'Agriculture et de l'Energie. Les deux activités sont interdépendantes.</i>
1.5.1. Développer deux plans d'actions sectoriels (agriculture et énergie) élaborés qui intègrent la dimension de la biodiversité, de l'énergie durable et de la Gestion Durable des Terres	Décembre 2022	60%	Activités en cours, avec les Directions Régionales de l'Agriculture de l'Elevage (pour le secteur Agriculture) et avec la Direction Inter-Régional de l'Energie pour le secteur Energie. Cette activité est en retard par rapport au calendrier initial du projet PIA.
1.5.2. Soutenir la mise en œuvre des plans sectoriels élaborés dans les sites pilotes	Juin 2023	0%	A réaliser après lorsque l'action 1.5.1 sera fait
<i>Résultats 1.6: 4 schémas d'aménagement élaborés pour les communes de la région Atsinanana intégrant DB, énergie durable, GDT et enseignements transposés aux autres communes</i>	<i>Fin décembre 2022</i>	95%	<i>Un Guide de renforcement des capacités de la commune, en tant que maître d'ouvrage du processus d'intégration de l'environnement dans la planification communale, élaboré</i>
1.6.1. Analyser les plans existants élaborés et élaborer/revoir et valider les plans de développement qui intègrent les dimensions de la biodiversité, de l'énergie durable et de la GDT	Décembre 2022	95%	PCD des 3 Communes (Anjahamana, Ambalabe et Vatomandry) intégrant les dimensions Biodiversité, Energie durable et Gestion Durables des Terres finalisés, validé par le Comité de Développement Local, délibéré par les Conseils Communaux et ayant un arrêté communal. Il reste la remise officielle aux Communes bénéficiaires

Etat d'avancement des activités de la composante 2 :

Résultats & activités de la composante 2	Achèvement prévue	Evaluation à Mi-parcours	Observations
<i>Résultats 2.1 Accords de conservation entre le MEED et les communautés locales aboutissant à la conservation et à la gestion active d'au moins 2 500 ha d'habitats de biodiversité d'importance mondiale.</i>	<i>Fin Décembre 2022</i>	<i>90%</i>	<i>Une seule activité sur les 4 prévues est en attente de mise en oeuvre</i>
2.1.1. Réaliser un inventaire des ressources environnementales ainsi que des services écosystémiques pour soutenir les substances des accords de conservation à rédiger	Mars 2022	100%	1 Atelier régional de restitution et de validation des résultats d'inventaires des ressources naturelles et des services écosystémiques (51 participants dont 25% femmes).
2.1.2. D'un comité technique pour rédiger (par le biais d'un processus collaboratif) des accords de conservation avec les communautés des sites du projet	Décembre 2021	100%	Le comité technique est déjà opérationnel.
2.1.3. Consulter les parties prenantes communautaires concernées pour signer des accords consultatifs et formaliser ces engagements dans les politiques et lois régionales et de district	Mars 2022	100%	Contrat de conservation signés pour 2 sites, Anjahamana (Nov 2022) et Ambalabe (Déc 2022)
2.1.4. Développer des systèmes de suivi participatif des engagements environnementaux définis dans les accords de conservation	Juin 2023	60%	Activité en attente de réalisation, sachant que les TDR sont déjà élaborés par ANAE (la conduite de la mise en œuvre sera assurée par l'UCP) La date d'achèvement de cette activité est à revoir parce qu'elle n'est pas cohérente avec l'achèvement prévu du R.2.1.

Résultats & activités de la composante 2	Achèvement prévue	Evaluation à Mi-parcours	Observations
<i>Résultats 2.2 Au moins 500 ha de terres dégradées adjacentes ou à l'intérieur de forêts identifiées à haute valeur de conservation restaurées à l'aide d'espèces indigènes et adaptées avec du bambou si nécessaire.</i>	<i>Fin Décembre 2024</i>	<i>42%</i>	<i>Les sites à restaurer ont déjà été identifiés. Des consultations locales ont déjà été menées. Le défi reste la validation des plans de restauration et les activités peuvent commencer.</i>
2.2.1. Organiser un atelier pour définir la portée et l'ampleur de l'enjeu et des objectifs de la restauration forestière et établir une liste d'essences locales à planter	Décembre 2022	100%	2 Ateliers (Brickaville et Vatomandry) de restitution du plan de restauration de 500Ha de terres dégradées, avec 7 sites à CR Ambalabe et 4 sites à Anjahamana
2.2.2. Entreprendre une restauration participative des forêts identifiées à haute valeur retenue en utilisant des essences locales	Décembre 2024	<u>25%</u>	Formation des pépiniéristes et distribution de matériels pour les pépinières : - Anjahamana (8 pépiniéristes et 2 superviseurs dont 2 femmes) ; - Ambalabe (7 pépiniéristes et 2 superviseurs) La production des plants est en cours et la plantation commencera en avril 2023
2.2.3. Renforcer les études d'impact environnemental et conformer tous les projets ou investissements pour refléter l'état de la biodiversité sur la base de l'absence de perte	Décembre 2022	15%	Termes de référence de l'étude déjà établis par l'ANAE La conduite de la mise en œuvre est en attente, sera assurée par UCP La réalisation de cette activité prend du retard par rapport au calendrier initial du projet PIA
2.2.4. Soutenir et renforcer la lutte contre les feux de brousse et les pratiques liées à la dégradation des terres dans les zones de forêts restaurées	Juin 2023	28%	Sensibilisation sur la lutte contre les feux de brousse au niveau de 11 Fokontany dans les 2 Districts (Brickaville et Vatomandry). Cette activité fait partie des tâches systématiques de la

Résultats & activités de la composante 2	Achèvement prévue	Evaluation à Mi-parcours	Observations
			DREDD et des Cantonnements dans les deux districts. Elles devront être poursuivies même au-delà du site et de la période du projet PIA.
<i>Résultats 2.3 Pour les terres cultivées de production (4 800 ha ciblés) : Technologies développées, testées et infrastructures appropriées mises en place pour opérationnaliser la GDT selon les PGES développées, à savoir : (i) incorporation d'arbres fixateurs d'azote dans la monoculture annuelle ; (ii) l'amélioration des méthodes de plantation et l'utilisation de variétés à haut rendement ; (iii) une meilleure gestion de l'eau ; (iv) l'utilisation accrue d'engrais organiques et (v) la lutte intégrée contre les ravageurs.</i>	<i>Fin Décembre 2024</i>	<i>37%</i>	<i>Les technologies à développer, les villages tests et les paysans tests ont déjà été identifiés. Les actions de renforcement des capacités ont déjà commencé. L'enjeu reste l'application effective des pratiques une fois le calendrier pertinent au niveau des villages tests et des agriculteurs des deux communes d'intervention. Le démarrage des activités sera prévu pour la campagne agricole 2022-2023.</i>
2.3.1. Former un groupe technique pour développer et maintenir des technologies de GDT adaptées à la région d'Atsinanana et conformes à la vision des exigences de l'agroécologie en partenariat avec les acteurs concernés	Décembre 2024	65%	Formateurs locaux identifiés et formés sur les techniques de gestion durable des terres : 40 personnes sur 8 Fokontany dans la CR Anjahamana ; 22 personnes pour 5 Fokontany dans la CR Ambalabe ; Matériels et intrants distribués auprès des 598 paysans suivis dont 191 pour Ambalabe et 407 pour Anjahamana ; Trois (3) techniques appréciées et priorisées avec les paysans sur les 5 identifiées : Agroforesterie (51,8%); technique de production (45,5%); Biopesticides ; fertilisation des sols et gestion des ressources en eau
2.3.2. Organiser deux formations dans les 2 districts de la Région Atsinanana sur les technologies de GDT testées et leurs possibilités	Septembre 2022	100%	Activités réalisées à temps

Résultats & activités de la composante 2	Achèvement prévue	Evaluation à Mi-parcours	Observations
d'adoption et de mise en œuvre			
2.3.3. Introduire progressivement des technologies de GDT dans 4 800 Ha de terres cultivées en production pour accroître la résilience de l'agroécologie conformément aux plans de gestion intégrée des terres	Décembre 2024	10%	La formation des agriculteurs débutera en janvier 2023 ; Des formateurs locaux ont déjà été identifiés. Encore dans le temps.
2.3.4. Soutenir les groupements agricoles intéressés et les initiatives conjointes en intégrant le rôle des promoteurs de techniques agroécologiques en appui à la gestion de la GDT et du BD, et au sein des structures identifiées des villages agroécologiques	Décembre 2024	10%	En cours et dans le temps, complémentaire avec l'activité 2.3.3.
2.3.5. Réaliser une étude pour évaluer le degré d'adoption des technologies introduites, leur impact et identifier les obstacles à l'adoption à grande échelle, ainsi que les solutions appropriées	Mars 2024	0%	A réaliser après mise en œuvre des activités précédentes (2.3.3. & 2.3.4.).
Résultats 2.4 Les communautés locales sont habilitées à prendre des décisions concernant la gestion des services écosystémiques	Fin Décembre 2024	23%	Les réseaux de praticiens et de vulgarisateurs et leurs besoins en formation ont déjà été identifiés.
2.4.1. Développer et mettre en œuvre un programme de formation pour 80 représentants communautaires et 20 administrateurs de district	Juin 2022	15%	La formation est planifiée pour le 1er trimestre 2023 Cette activité est en retard, lié au retard de démarrage des

Résultats & activités de la composante 2	Achèvement prévue	Evaluation à Mi-parcours	Observations
(dont 50 % de femmes) sur l'intégration de l'environnement dans la prise de décision concernant les services écosystémiques au niveau communautaire, au niveau du district			activités de la composante 2 (le MOU entre UCP et ANAE est signé 1 an après calendrier démarrage du projet alors que le calendrier initial du projet est figé)
2.4.2. Développer un réseau et une plateforme (régionaux et districts) entre les praticiens et les services de vulgarisation pour diffuser les bonnes pratiques	Décembre 2024	30%	Complémentaires et interdépendantes avec l'activité 2.4.3
2.4.3. Soutenir la création et le renforcement des capacités des praticiens et des réseaux sont utilisés dans les extensions	Décembre 2024	25%	Identification des réseaux terminée

Etat d'avancement des activités de la composante 3 :

Résultats & activités de la composante 3	Achèvement prévue	Etat d'avancement à mi-parcours	Observations
<i>Résultats 3.1: Rapport sur l'évaluation de l'énergie rurale disponible pour la région d'Atsinanana d'ici la fin de l'année 1 de la mise en œuvre du projet</i>	<i>Fin Décembre 2022</i>	100%	<i>Toutes les activités dans cette section ont été réalisées à temps. Les rapports d'études sont disponibles</i>
3.1.1. Entreprendre une étude de terrain et une revue de la littérature sur la situation énergétique dans la région d'Atsinanana	Septembre 2021	100%	Réalisée dans le temps (le document de diagnostic est disponible)
3.1.2. Établir une base de référence d'avant-projet sur la situation de l'énergie rurale dans la région d'Atsinanana	Septembre 2021	100%	Réalisée dans le temps (la référence de base d'avant-projet sur la situation de l'énergie rurale dans la Région d'Atsinanana est disponible)
3.1.3. Organiser un atelier multipartite pour présenter le rapport d'évaluation aux principales parties prenantes	Décembre 2022	100%	Activité réalisée et dans le délai imparti.
<i>Résultats 3.2 : Élaboration d'une stratégie d'engagement du secteur privé/de la communauté pour transformer le secteur de l'énergie dans la région d'Atsinanana vers l'utilisation de technologies énergétiques durables</i>	<i>Fin Décembre 2024</i>	35%	<i>Un document de stratégie de chaîne d'approvisionnement de bambou est élaboré, avec des recommandations à mettre en œuvre d'une manière continue. La mise en œuvre des activités est en cours et est encore dans le temps.</i>
3.2.1. Soutenir la mise en place d'une chaîne d'approvisionnement en intrants favorisant les technologies de GDT introduites et l'impulsion vers une agriculture multifonctionnelle, y compris celle en	Décembre 2024	70%	L'étude pour définir la stratégie d'appui à la mise en place de la chaîne d'approvisionnement des intrants favorisant les technologies de GDT a déjà été réalisée. La mise en œuvre de la stratégie est une activité continue.

Résultats & activités de la composante 3	Achèvement prévue	Etat d'avancement à mi-parcours	Observations
faveur des énergies renouvelables			
3.2.2. Établir des partenariats avec des organismes actifs de multiplication et de distribution tels que le Silo National des Semences Forestières (SNGF) ; Centre National de Recherche Appliquée au Développement Rural (FOFIFA) ; Fabricant de dômes/formateur pour le traitement du charbon de bois (INBAR); fabricant de foyers améliorés (ADES) pour sécuriser les chaînes d'approvisionnement en intrants et soutenir l'adoption des technologies de GDT	Décembre 2024	45%	Une convention cadre de collaboration avec CMBART est établie (<i>CMBART a été invité par le projet à assister au lancement de la 3ème vague de plantation de bambou en décembre 2022</i>). Une réflexion interne sur l'importance de la collaboration avec CMBART dans la mise en place de l'usine de gazéification a été organisée pour plus de préparation pour le 1er trimestre de l'année 2023.
3.2.3. Renforcement des réseaux multiplicateurs d'intrants existants (Semences, foyers améliorés) dans la région d'Atsinanana à travers des partenariats avec les organisations agricoles existantes des états (pépinières semis) et des producteurs commerciaux (distributeurs de foyers) dans la région	Décembre 2024	40%	Réalisation des renforcements de capacité des pépiniéristes bénéficiaires du projet dans la gestion des pépinières : <i>gestion des intrants, comptage des jeunes plants, tenue des cahiers des charges, journal de caisse etc</i> Accompagnement des nouveaux pépiniéristes de bambou à Vatomandry, Anivorano Est et Ilaka Est.
3.2.4. Faciliter et améliorer les communications entre les réseaux de multiplicateurs d'intrants agricoles durables existants et les initiatives conjointes dans la gestion de la GDT et du BD à travers des visites d'échange et des journées portes ouvertes	Décembre 2024	20%	C'est une activité permanente de AIDES : <i>des rencontres régulières avec les pépiniéristes et leurs collaborateurs se sont poursuivies.</i>

Résultats & activités de la composante 3	Achèvement prévue	Etat d'avancement à mi-parcours	Observations
3.2.5. Élaborer un manuel pour la diffusion des connaissances sur les nouvelles technologies de GDT (<i>principes et pratiques de base et en particulier son application une implication pour la gestion durable des ressources naturelles</i>) à Atsinanana	Mars 2023	0%	Activités en attente de mise en œuvre (UCP) Cette activité est en retard, par rapport au planning initial du projet
Résultats 3.3 Une formation sur les combustibles alternatifs et les foyers améliorés est dispensée aux communautés locales et aux particuliers	31/12/2023	42%	Un matériel de formation sur la carbonisation est élaboré ; La réalisation de la séance de formation est en attente
3.3.1. Formation dispersive sur les combustibles renouvelables comme alternative au combustible bois traditionnel et le rôle des foyers à efficacité énergétique améliorés dans la gestion de la GDT et de la biodiversité, et évaluer les résultats de la formation	Décembre 2022	35%	La mise en œuvre de cette activité dépend entièrement de l'existence de ressources en biomasse de bambou à exploiter et des acteurs charbonniers intéressés. Une première démarche auprès des propriétaires de bambou et des communes réalisée. Cette activité est en retard, et devra être priorisée. Sinon le délai serait à ajuster pour les années à venir 2023 – 2024.
3.3.2. Développer un manuel pour la formation au niveau de la communauté locale ainsi que pour le fonctionnement des foyers améliorés - pour soutenir les formateurs communautaires dans les zones locales	Décembre 2023	50%	Un matériel de formation sur la carbonisation est en cours d'élaboration (<i>finalisation possible avant la fin de l'année 2023</i>).
Résultats 3.4 Démontrer des technologies énergétiques efficaces et renouvelables dans le district de Brickaville et les districts de Vatomandry de la région d'Atsinanana : (i) 3 000 ménages adoptent l'utilisation de foyer amélioré ; (ii) un village électrifié avec un générateur de gazéification de bambou de 25 kW	30/06/2024	21%	La plupart des activités de ce R3.4 est en retard par rapport au calendrier initial du projet. Ainsi, elles doivent être priorisées dans la suite du projet et le calendrier doit être ajusté avec la réalité sur les sites.

Résultats & activités de la composante 3	Achèvement prévue	Etat d'avancement à mi-parcours	Observations
3.4.1. Engager des artisans locaux et soutenir la recherche et le développement pour les spécifications de cuisson et le nombre de cuisinières souhaitées pour la démonstration	Décembre 2021	90%	Les deux infrastructures d'ateliers de R&D foyers améliorés sont construites (1 à Brickaville et 1 à Vatomandry) Une convention de collaboration avec les artisans sur le processus de R&D établi. Intervention des Experts du CNRIT dans ce processus de R&D foyer ; Formation des artisans en cours sur les activités liées au processus de R&D
3.4.2. Faire la démonstration de technologies de foyers économes en énergie dans deux zones de chaque district (<i>Vatomandry et Brickaville</i>) dans la région d'Atsinanana	Décembre 2021	30%	Des prototypes de Foyers Améliorés identifiés et en cours de fabrication au niveau des 2 ateliers Cette activité est en retard par rapport au calendrier initial du projet
3.4.3. Entreprendre une étude d'impact environnemental de l'effet de l'installation et de l'exploitation de la centrale électrique (<i>générateur de gazéification</i>) dans la communauté	Décembre 2021	25%	Le projet de mandat pour cette étude a été établi (TDR). Le site d'implantation de la centrale est identifié (<i>changement de localisation vers Antseranambe pour des raisons techniques et administratives</i>). Le vrai enjeu est de recruter un BE ou Consultant qui va réaliser l'étude d'impact, sous la coordination de l'UCP. Activité en retard par rapport au calendrier initial du projet
3.4.4. Consulter le Ministère de l'Energie et des Hydrocarbures ainsi que l'autorité communale pour discuter du processus d'implantation de la centrale ; la contribution de la municipalité ; le modèle économique ; et sur l'entreprise ou gérés directement par la commune.	Décembre 2021	35%	La consultation du Ministère en charge de l'Energie, via l'ADER est en cours, et le modèle économique est presque identifié. Néanmoins, la communication avec cette institution doit être en continue tout au long du processus, depuis les études, pendant les travaux de construction de la centrale et

Résultats & activités de la composante 3	Achèvement prévue	Etat d'avancement à mi-parcours	Observations
			ce jusqu'à l'obtention du contrat d'autorisation et l'exploitation.
3.4.5. Elaborer une convention entre les principaux acteurs (<i>bailleurs de fonds, ministère en charge de l'environnement, de l'écologie et des forêts, ministère en charge de l'énergie avec l'agence de développement de l'électrification rurale / ADER et l'office de régulation de l'électricité / ORE, les communes</i>) et élaborer un plan d'action pour la mise en place de la distribution, de la commercialisation durable des énergies renouvelables après la gazéification du bambou dans les sites pilotes	Décembre 2021	0%	Activité non encore démarrée parce qu'elle dépend principalement du résultat de l'activité 3.4.4. La réalisation de l'activité 3.4.5 dépend également des études d'APD et des travaux de construction de la centrale à gazéification.
3.4.6. Soutenir l'établissement et la signature d'accords contractuels entre les propriétaires de plantations de bambou et l'opérateur de l'usine pour la fourniture de bois à l'usine	Juin 2022	0%	Cette activité ne pourra avoir lieu qu'après construction de la centrale à gazéification, ou au moins après identification d'un opérateur / Gestionnaire de la centrale, ce qui n'est pas encore le cas. Cette activité est en retard par rapport au calendrier initial du projet. Cela risque d'impacter sur la motivation des planteurs de bambous sur l'entretien et l'extension de leurs plantations.
3.4.7. Achat, installation et test de l'unité de gazéification du bambou	Juin 2023	5%	Réflexion en interne sur le processus d'achat du matériel, avec un risque de retard de l'activité, pour des raisons techniques et du processus administratif. Avant de construire la centrale, il reste encore à réaliser au

Résultats & activités de la composante 3	Achèvement prévue	Etat d'avancement à mi-parcours	Observations
			<i>moins des études d'impacts environnementaux et Sociaux ; des études d'Avant-Projet Sommaire et d'Avant-Projet Détaillé, le recrutement d'un Gestionnaire ...</i>
3.4.8. Entreprendre une campagne pour informer les populations locales de l'existence de la centrale et de sa place dans le stratégique de la communauté	Juin 2024	0%	Une seule campagne ne suffit pas pour informer les populations locales. Une campagne d'information doit être organisée à chaque grande étape pour les tenir informées sur l'avancement du projet et pour les rassurer. L'activité n'a pas encore démarré, et le délai prévu de l'achèvement est jouable sous conditions que la construction de la centrale soit en bonne voie en 2023.
3.4.9. Fournir une formation pour renforcer la capacité de l'usine de gazéification - capacité locale pour exploiter et réparer l'usine en collaboration avec le Centre conjoint de production et de formation (CPIC)	Mars 2023	0%	L'activité est en attente, sachant que la formation ne pourra pas se faire en amont des travaux de construction et d'installation de la centrale, sinon elle risque d'être trop théorique. Avec l'avancement des activités sur la construction de la gazéification, cette activité pourra être en retard par rapport au calendrier initial du projet. Cette activité devrait être modifiée également dans le cas où la centrale serait gérée par un opérateur privé et non pas par la collectivité.
<i>Résultats 3.5. Création de 300 ha d'espèces arbustives et de plantations de bambous pour la consommation d'énergie et les services du bois</i>	31/09/2023	23%	<i>120 Ha sur les 300 Ha prévues sont réalisées, soit 40%. Cependant, le soutien des acteurs à travers un mécanisme de financement durable est en attente.</i>

Résultats & activités de la composante 3	Achèvement prévue	Etat d'avancement à mi-parcours	Observations
3.5.1. Offrir une formation aux acteurs locaux sur la création et la gestion des plantations de bambou et les compétences associées (<i>planification d'entreprise de base, gestion financière, ressources et outils disponibles pour de tels investissements, etc. </i>)	Mars 2023	45%	Les pépiniéristes et les planteurs de bambou sont identifiés et formés sur la gestion et la conduite des travaux de plantation de bambou. A cette période d'évaluation, 120 sur les 300Ha des plantations prévues sont réalisées et les plants pour approvisionner les surfaces restantes sont en cours de production dans les pépinières. Cependant, l'achèvement des plantations conduites par AIDES est prévu vers le mois de Septembre 2023, c'est-à-dire que la fin des activités de plantations va être décalée de quelques mois.
3.5.2. Apporter un soutien à travers un mécanisme de financement renouvelable et des prêts à des conditions leur favorables pour la création de plantations de bambous pour l'utilisation des services énergétiques et du bois	Septembre 2023	0%	Le mécanisme de financement est dépendant de la réalisation de l'activité 1.1.4. Le délai est très limité par rapport au calendrier initial, mais c'est toujours tenable pour la terminer avant Septembre 2023.
Résultats 3.6. Technologies transférées, adaptées et produites localement dans le cadre de l'activité de l'entreprise locale	31/12/2024	19%	<i>La mise en œuvre des activités dans R3.6 est en attente, sachant que la plupart des activités dépend de celles de R 3.4, qui sont en retard par rapport au calendrier initial du projet.</i> <i>Néanmoins, le temps d'achèvement prévu vers fin 2024 est jouable, lorsque les conditions sont remplies le plus tôt possible</i>
3.6.1. Faciliter le dialogue entre le secteur privé et les autres parties prenantes afin de réduire les coûts de transaction pour les investissements du secteur privé	Décembre 2022	20%	Cette activité est en retard par rapport au calendrier initial du projet

Résultats & activités de la composante 3	Achèvement prévue	Etat d'avancement à mi-parcours	Observations
3.6.2. Offrir une formation aux techniciens locaux dans la production de cuisinières à haut rendement énergétique et la gestion des entreprises des PME dans le secteur des énergies renouvelables - avec une attention claire à l'équilibre entre les sexes	Décembre 2024	80%	La formation des artisans est en cours dans les deux districts (7 sur les 8 paysans cibles suivent la formation). Ce serait après la formation des formateurs qu'il y aurait des formations destinées aux publics et/ou aux techniciens locaux dans la fabrication des FA.
3.6.3. Fournir des formations sur les compétences de gestion telles que le marketing, les ventes et l'après-vente et le contrôle de la qualité	Décembre 2024	40%	La mise en œuvre de cette activité suit la réalisation de l'activité 3.6.2, sachant que ces 2 activités sont interdépendantes.
3.6.4. Former les femmes entrepreneurs pour les autonomiser et les intégrer dans la chaîne de valeur des foyers économes en énergie (fabrication, gestion, vente/marketing)	Décembre 2024	0%	Cette activité pourra être mise en œuvre après réalisation de 3.6.2 et 3.6.3
3.6.5. Soutenir le fonctionnement efficace des canaux de distribution locaux en concevant et en diffusant des messages de marketing, en mettant l'accent sur l'importance et l'impact de l'utilisation de foyers efficaces	Décembre 2024	10%	La mise en œuvre de cette activité dépend de la réalisation des autres activités de R 3.6, qui sont interdépendantes entre elles Les premiers travaux sur la conception des outils de communication ont été lancés.
3.6.6. Assurer la liaison avec les réseaux d'utilisateurs potentiels pour tirer parti des effets de pairs et améliorer le potentiel d'adoption	Décembre 2024	0%	La mise en œuvre de cette activité dépend de la réalisation des autres activités de R 3.6, qui sont interdépendantes entre elles
3.6.7. Organiser deux ateliers multipartites au niveau des districts pour sensibiliser le secteur privé aux opportunités d'énergie renouvelable dans les chaînes de valeur clés	Décembre 2024	0%	La mise en œuvre de cette activité dépend de la réalisation des autres activités de R 3.6, qui sont interdépendantes entre elles

Résultats & activités de la composante 3	Achèvement prévue	Etat d'avancement à mi-parcours	Observations
3.6.8. Favoriser des conditions pour les partenaires public-privé et promouvoir des mécanismes d'atténuation des risques pour s'engager dans la chaîne de valeur des énergies renouvelables dans la région d'Atsinanana	Décembre 2024	0%	La mise en œuvre de cette activité dépend de la réalisation des autres activités de R 3.6, qui sont interdépendantes entre elles

Etat d'avancement des activités de la composante 4 :

Résultat et activités de la composante	Achèvement prévue	Réalisation à Mi-parcours	Observations
<i>Résultats 4.1 : Coordination et gestion, visibilité et pérennité du projet</i>	<i>Fin Juin 2025</i>	<i>90%</i>	
4.1.1. Organiser une réunion des parties prenantes du projet pour mettre à jour les informations	Juillet 2025	50%	
4.1.2. Développer tous les outils nécessaires à la gestion de projet	Mars 2021	100%	
4.1.3. Préparer les protocoles d'accord avec les partenaires de mise en œuvre du projet et procéder à leur signature	Juin 2021	100%	
4.1.4. Réaliser une mission de préparation de site (rencontre avec les autorités régionales et municipales et avec les collectivités locales)	Juin 2021	100%	
4.1.5. Réaliser la préparation technique de l'atelier de démarrage et organiser l'atelier	Juillet 2021	100%	
<i>Résultats 4.2 : Suivi et évaluation du projet</i>	<i>Fin Juin 2025</i>	<i>48%</i>	
4.2.1. Renforcer les capacités matérielles de l'UGP et des équipes de mise en œuvre (matériel roulant, informatique, technique, etc)	Juin 2021	100%	

Résultat et activités de la composante	Achèvement prévue	Réalisation à Mi-parcours	Observations
4.2.2. Assurer un suivi systématique du projet / Equipe UCP	Juin 2025	50%	
4.2.3. Soutenir l'équipe projet locale (DREDD)	Juin 2025	40%	
4.2.4. Assurer l'évaluation du projet (à mi-parcours et finale)	Juin 2025	10%	
4.2.5. Assurer la réalisation de l'audit annuel du projet	Janvier 2025	40%	
Résultats 4.3 : Communication du projet	Fin Juin 2025	50%	
4.3.1. Élaborer une stratégie de communication et un plan de communication du projet	Juin 2021	100%	
4.3.2. Mettre en œuvre le plan de communication du projet	Juin 2025	50%	
4.3.3. Partager les bonnes pratiques et leçons tirées du projet (en vue de sa réplique)	Juin 2025	0%	
Résultats 4.4 : L'approche genre est appliquée et l'engagement des parties prenantes acquis, lors de la mise en œuvre du projet	Fin Juin 2025	87%	
4.4.1. Développer une stratégie d'intégration de la dimension genre et de la participation des populations locales	Mars 2021	100%	
4.4.2. Organiser un atelier de validation de la stratégie de <i>gender mainstreaming</i>	Mars 2021	100%	
4.4.3. Soutenir le plan d'intégration du genre et d'engagement de la population	Décembre 2024	60%	

